



2009
TRANSPARENCY INTERNATIONAL

BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION

www.transparency.org

Transparency International est l'organisation internationale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption. Grâce à ses 90 sections nationales dans le monde entier et son Secrétariat International basé à Berlin, en Allemagne, TI sensibilise l'opinion publique aux ravages de la corruption et travaille de concert avec les gouvernements, le secteur privé et la société civile pour développer et mettre en œuvre des mesures efficaces visant à enrayer la corruption.

Remerciements

Le Baromètre mondial de la corruption 2009 a été préparé par Juanita Riaño avec le soutien de Robin Hodess et Alastair Evans.

Ont également apporté leur contribution: Samuel Bakowski, Rebecca Dobson, Andre Doren, Jesse Garcia, Lydie Gerboin, Gypsy Guillén Kaiser, Heather McRobie and Michael Sidwell.

ISBN: 978-3-935711-29-6

© 2009 Transparency International. Tous droits réservés.

Design: Lemke-Mahdavi Kommunikationsdesign

Toute notre attention a été mise en œuvre afin de vérifier l'exactitude des informations et des hypothèses figurant dans ce rapport. À notre connaissance, toutes les informations figurant dans ce rapport étaient correctes en mai 2009. Toutefois, Transparency International ne pourra pas être tenue pour responsable des conséquences de l'usage de ces informations à toutes autres fins ou sous d'autres formes.

Photos de couverture (De gauche à droite, de haut en bas)

© iStockphoto.com/TylerStalman, © Flickr.com/OneEighteen, © Flickr.com/wwarby

© Flickr.com/Robin.Elaine, © iStockphoto.com/caracterdesign, © Flickr.com/TimCaynes

© iStockphoto.com/NikoGuido, © Flickr.com/lisaathome2002, © iStockphoto.com/ChristineGlade

© Flickr.com/khorsani, © Flickr.com/eb78, © iStockphoto.com/TatianaMorozova

Table des matières

Résumé	2
1. Perceptions de la corruption dans des secteurs clés observées dans l'opinion publique	5
2. Les expériences de la corruption selon l'opinion publique	7
2.1. Corruption signalée	7
2.2. Usage des mécanismes de dépôt de plainte	13
3. Opinions et expériences de la corruption: comparaison entre les experts et le grand public	14
4. L'opinion publique sur le secteur privé	15
5. Les efforts gouvernementaux de lutte contre la corruption	17
6. Conclusions	19
<hr/>	
Annexes	
A : A propos de l'enquête	20
B : Classification par Pays/Territoire selon le revenu	23
C. Questionnaire	24
D. Tableaux par Pays/Territoires	28
Tableau 1 : Dans quelle mesure pensez-vous que les institutions suivantes de ce pays sont affectées par la corruption ?	28
Tableau 2 : Lequel de ces six secteurs ou organisations pensez-vous être le plus touché par la corruption ?	30
Tableau 3 : Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous (ou quelqu'un vivant dans votre foyer) avez payé un pot-de-vin, quelle que soit sa forme ?	32
Tableau 4 : Comment évaluez-vous les actions actuelles de votre gouvernement en matière de lutte contre la corruption ?	33
E. Couverture des Pays/Territoires par le <i>Baromètre mondial de la corruption</i> au fil du temps	34
<hr/>	
Notes	36

Résumé

Le *Baromètre mondial de la corruption* 2009 (le Baromètre) de Transparency International (TI) présente les principales conclusions d'un sondage d'opinion publique qui explore les points de vue du grand public sur la corruption, ainsi que les expériences de la corruption dans le monde.¹ Il évalue à quel point les principaux services publics et grandes institutions sont perçus comme corrompus, mesure l'opinion des citoyens sur les efforts entrepris par les gouvernements pour combattre la corruption et cette année, pour la première fois, comprend des questions sur le niveau de captation de l'État et l'empressement des individus à payer un supplément en échange d'un comportement honnête de la part des entreprises.

Le Baromètre est conçu pour compléter les opinions des experts sur la corruption dans le secteur public données par l'*Indice de perception de la corruption* de TI et les avis des hauts cadres dirigeants sur les flux internationaux de la corruption illustrés dans l'*Indice de corruption des pays exportateurs* de TI. Il vise également à informer sur les tendances en matière de perceptions du public sur la corruption. Désormais dans sa sixième édition, le Baromètre permet d'évaluer l'évolution dans le temps ; en termes d'institutions jugées comme les plus corrompues, d'efficacité des efforts déployés par les gouvernements pour combattre la corruption et de proportion de citoyens versant des pots-de-vin.²

Le Baromètre 2009 a interrogé 73 132 personnes dans 69 pays et territoires entre octobre 2008 et février 2009. Les enseignements-clé sont les suivants :

La corruption dans et par le secteur privé constitue une préoccupation croissante pour le grand public

- Le secteur privé est jugé corrompu par la moitié des personnes interrogées : une hausse notable de 8 points de pourcentage par rapport à il y a cinq ans.
- L'opinion publique critique le rôle du secteur privé dans les processus d'élaboration de la politique de leurs pays. Plus de la moitié des personnes interrogées pensait que la corruption était souvent employée pour façonner les politiques et les règles en faveur des entreprises. Cette opinion est particulièrement répandue dans les États Nouvellement Indépendants³, et à un degré légèrement moindre, dans des pays d'Amérique et dans les Balkans occidentaux + Turquie.
- Les consommateurs sont sensibles à la corruption. La moitié des personnes interrogées s'est déclarée prête à payer plus pour acheter auprès d'une entreprise non corrompue.

Les partis politiques et la fonction publique sont, en moyenne, perçus comme les secteurs les plus corrompus dans le monde.⁴

- Au plan mondial, les personnes interrogées jugeaient les partis politiques comme l'institution nationale la plus corrompue, suivie de près par la fonction publique.
- Les résultats agrégés masquent toutefois d'importants écarts entre pays. Dans 13 des pays examinés, le secteur privé était jugé comme le plus corrompu, alors que dans 11 autres pays, les personnes interrogées citaient le système judiciaire.

L'expérience de la petite corruption progresse dans certaines régions du monde – la police étant le bénéficiaire le plus probable des pots-de-vin

- Plus de 1 personne sondée sur 10 a déclaré avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents, reflétant des niveaux de corruption signalés similaires à ceux recueillis dans le Baromètre 2005. Pour 4 personnes sondées sur 10 qui avaient versé des pots-de-vin, les paiements s'établissaient, en moyenne, autour de 10 pour cent de leur revenu annuel.
- Les pays signalés comme les plus affectés par la petite corruption sont (dans l'ordre alphabétique) : l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Cambodge, le Cameroun, l'Irak, le Liberia, l'Ouganda et la Sierra Leone.
- Au plan régional, l'expérience de la petite corruption est la plus répandue au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, dans les États Nouvellement Indépendants+ et en Afrique subsaharienne.
- Bien que la police soit l'institution la plus souvent citée comme bénéficiaire de pots-de-vin dans le monde, là aussi des différences régionales apparaissent. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, les institutions les plus susceptibles de recevoir des pots-de-vin sont signalées comme étant celles qui traitent des procédures liées à l'achat, la vente, l'héritage ou la location de biens fonciers. Dans les pays de l'UE+, ces services fonciers sont ceux qui, avec le secteur de la santé, sont les plus vulnérables à la petite corruption. Alors que les cas de petite corruption semblent très peu nombreux en Amérique du Nord, ceux qui se produisent sont le plus souvent signalés dans les relations avec le système judiciaire.
- Les résultats montrent que les personnes interrogées issues de foyers à faibles revenus ont plus de chances de payer des pots-de-vin que celles de foyers à hauts revenus lorsqu'elles ont affaire à la police, au système judiciaire, aux services fonciers et aux services éducatifs.

Les personnes ordinaires ne se sentent pas autorisées à s'élever contre la corruption

- Le grand public ne passe pas habituellement par les voies officielles pour porter plainte en matière de corruption : les trois-quarts des personnes ayant déclaré avoir versé des pots-de-vin n'ont pas déposé plainte officiellement.
- Environ la moitié des victimes de la corruption interrogées ne considèrent pas les mécanismes de plainte existants comme efficaces. Cette opinion était constante, indépendamment du sexe, du niveau d'études ou de l'âge.

Les gouvernements sont considérés comme inefficaces dans la lutte contre la corruption – une opinion qui, chose inquiétante, ne varie pas dans le temps dans la plupart des pays

- Globalement, l'opinion publique juge inefficaces les efforts déployés par ses gouvernements pour combattre la corruption. Seuls 31 pour cent des personnes interrogées les considéraient efficaces, alors que 56 pour cent jugeaient les mesures anti-corruption de leur gouvernement inefficaces.
- Aucune évolution majeure n'était intervenue dans l'opinion recueillie en 2009 en matière d'efforts de lutte contre la corruption accomplis par les gouvernements, lorsqu'on les compare les résultats aux pays évalués dans la dernière édition du Baromètre en 2007.

CLASSEMENT RÉGIONAL

Asie Pacifique	UE+ Islande, Israël, Norvège et Suisse	États Nouvellement Indépendants+ Mongolie	Balkans occidentaux + Turquie
Brunéi Darussalam	Autriche	Arménie	Bosnie-Herzégovine
Cambodge	Bulgarie	Azerbaïdjan	Croatie
Corée du Sud	Danemark	Biélorussie	Kosovo
Hong Kong	Espagne	Géorgie	Macédoine (ARYM)
Inde	Finlande	Moldavie	Serbie
Indonésie	Grèce	Mongolie	Turquie
Japon	Hongrie	Russie	
Malaisie	Islande	Ukraine	
Pakistan	Israël		
Philippines	Italie		
Singapour	Lituanie		
Thaïlande	Luxembourg		
	Norvège		
	Pays-Bas		
	Pologne		
	Portugal		
	République tchèque		
	Roumanie		
	Royaume-Uni		
	Suisse		
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Afrique subsaharienne	Amérique latine	Amérique du Nord
Irak	Cameroun	Argentine	Canada
Koweït	Ghana	Bolivie	États-Unis
Liban	Kenya	Chili	
Maroc	Liberia	Colombie	
	Nigeria	Panama	
	Ouganda	Pérou	
	Sénégal	Salvador	
	Sierra Leone	Venezuela	
	Zambie		

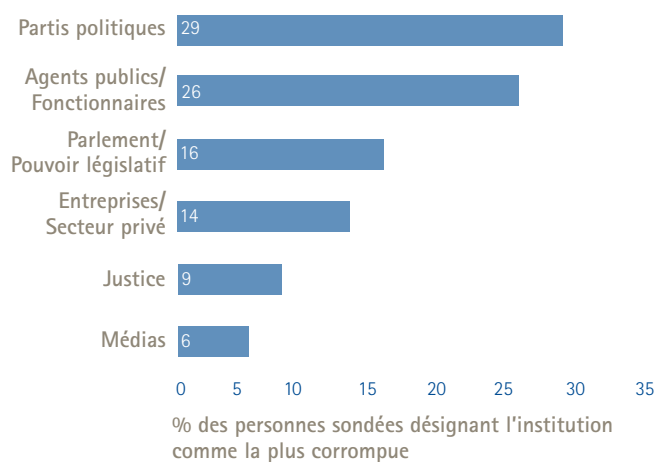
1. Perceptions de la corruption dans des secteurs clés observées dans l'opinion publique

Le *Baromètre mondial de la corruption 2009* a demandé à plus de 73 000 individus du monde entier dans quelle mesure ils considéraient six secteurs et institutions clés comme corrompus.

Les partis politiques ont été perçus comme corrompus par 68 pour cent des personnes interrogées, suivis de près par la fonction publique (agents publics/fonctionnaires) et le parlement : respectivement 63 et 60 pour cent. Le secteur privé et le système judiciaire ont également été jugés corrompus par la moitié des personnes interrogées. Autour de 43 pour cent des personnes sondées pensent aussi que les médias sont atteints par la corruption (Pour les rapports par pays, veuillez vous reporter au Tableau 1 de l'Annexe D).

Lorsqu'il leur a été demandé lequel des six secteurs/institutions ils considéraient comme le plus corrompu, les individus ont le plus souvent cité les partis politiques et la fonction publique, avec respectivement 29 et 26 pour cent. Les moins mentionnés ont été les médias et le système judiciaire : respectivement 6 et 9 pour cent des personnes interrogées considéraient l'une de ces institutions comme la plus corrompue (Figure 1).

Figure 1 INSTITUTION/SECTEUR PERÇU(E) COMME LE/LA PLUS AFFECTÉ(E) PAR LA CORRUPTION, RÉSULTATS GLOBAUX



Source : Transparency International - *Baromètre mondial de la corruption 2009*. Les pourcentages sont pondérés.

Diversité des régions, diversité des points de vue sur les secteurs les plus corrompus de la société

Selon le Baromètre, les partis politiques sont cités comme les institutions les plus corrompues par les personnes interrogées dans l'UE+, l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne. Pour l'Asie Pacifique, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, les États Nouvellement Indépendants+ et les Balkans occidentaux + Turquie, la fonction publique est le secteur perçu comme le plus corrompu, alors qu'en Amérique du Nord, c'est le parlement/l'appareil législatif.

Les moyennes régionales masquent d'importants écarts entre les pays. Le Tableau 1 montre l'institution ou le secteur identifié dans chaque pays comme le plus corrompu.⁵ (Les tableaux complets par pays sont disponibles dans le Tableau 2 de l'Annexe D.)

Tableau 1 INSTITUTION/SECTEUR PERÇU(E) COMME LE/LA PLUS AFFECTÉ(E) PAR LA CORRUPTION, PAR PAYS⁶

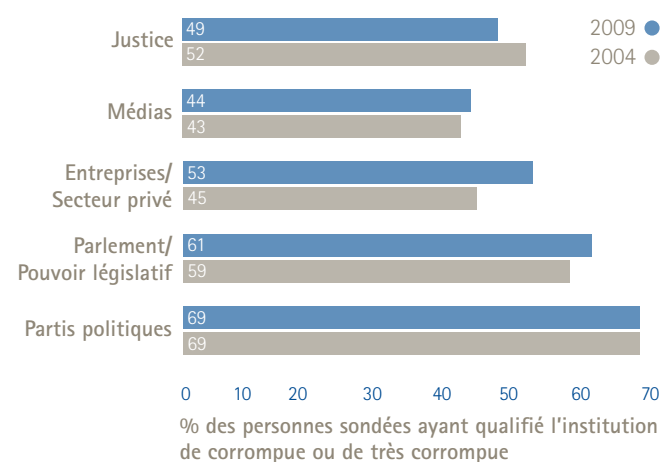
Institution/Secteur	Pays/Territoire
Partis politiques	Argentine, Autriche, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Chili, Colombie, Corée du Sud, Finlande, Grèce, Hongrie, Inde, Israël, Italie, Liban, Malaisie, Nigeria, Royaume-Uni, Salvador, Serbie, Thaïlande, Venezuela.
Parlement/ Pouvoir législatif	États-Unis, Indonésie, Panama, Roumanie.
Entreprises/ Secteur privé	Brunéi Darussalam, Canada, Danemark, Espagne, Hong Kong, Islande, Luxembourg, Moldavie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour, Suisse.
Agents publics/ Fonctionnaires	Azerbaïdjan, Biélorussie, Cameroun, Ghana, Irak, Japon, Kenya, Koweït, Lituanie, Maroc, Pakistan, Philippines, Pologne, République tchèque, Russie, Sénégal, Turquie, Ukraine, Zambie.
Justice	Arménie, Bulgarie, Cambodge, Croatie, Géorgie, Kosovo, Macédoine (ARYM), Mongolie, Ouganda, Pérou, Sénégal.

Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

Évolution des opinions sur les institutions⁷

Lorsque l'on examine les perceptions de la corruption dans des secteurs clés sur plusieurs années, les résultats ne varient guère entre 2004 et 2009. Une analyse de l'opinion publique dans 41 pays et territoires couverts par le Baromètre en 2004⁸ et 2009 montre que l'opinion publique sur les partis politiques, les parlements, le système judiciaire et les médias n'a pas évolué de façon notable. Le pourcentage de personnes interrogées qui considèrent le secteur privé comme corrompu a, toutefois, progressé de 8 points de pourcentage sur la même période (Figure 2).

Figure 2 CORRUPTION AFFECTANT DES INSTITUTIONS/ SECTEURS CLÉS, COMPARAISON ENTRE 2004 ET 2009, RÉSULTATS GLOBAUX



Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2004 et 2009. Les pourcentages sont pondérés. Seuls les pays apparaissant dans les deux éditions sont repris dans l'analyse.

2. Les expériences de la corruption vécues par l'opinion publique

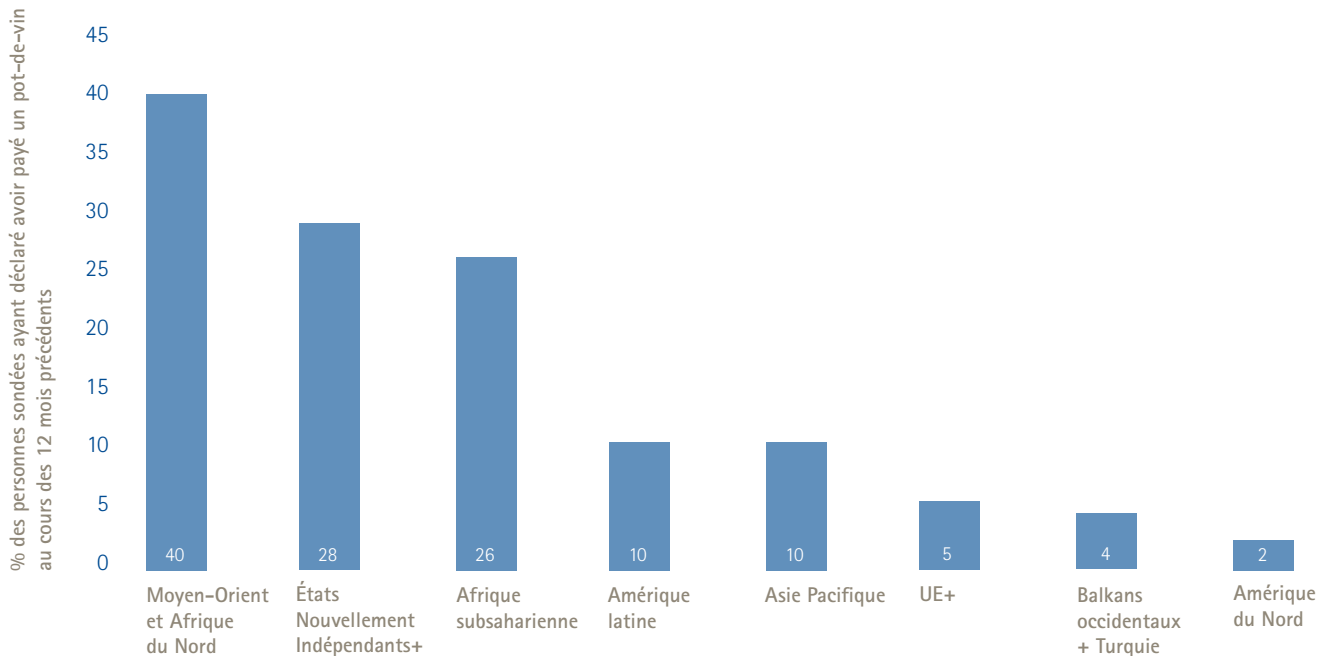


Figure 3 POURCENTAGE DES SONDES AYANT DÉCLARÉ AVOIR PAYÉ UN POT-DE-VIN AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDENTS, PAR RÉGION

Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

2.1. Corruption signalée La petite corruption dans le monde

En explorant la corruption vécue au quotidien par les individus, le Baromètre a découvert qu'en moyenne plus de 1 personne sur 10 déclarait avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédant l'enquête.

Le Baromètre montre que les effets de la corruption varient selon les régions :

- Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, 4 personnes sur 10 déclaraient avoir versé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents.
- Dans les États Nouvellement Indépendants+ et en Afrique subsaharienne, environ 3 sondés sur 10 déclaraient avoir versé un pot-de-vin, alors que dans la région Asie Pacifique et en Amérique latine, environ 1 personne sur 10 l'avait fait.

- En Amérique du Nord, dans l'UE+ et les Balkans occidentaux + Turquie, 5 pour cent ou moins des personnes interrogées ont déclaré avoir versé un pot-de-vin (Figure 3).

Selon le Baromètre, les pays les plus affectés par la corruption, selon leurs citoyens, sont notamment le Cameroun, le Liberia, l'Ouganda et la Sierra Leone. Le Tableau 2 (p.8) regroupe les pays selon la corruption signalée (voir aussi le Tableau 3 de l'Annexe D).

À l'instar de l'édition 2007, le Baromètre 2009 montre que des personnes plus jeunes sont plus susceptibles de verser des pots-de-vin que des personnes plus âgées. Alors que 16 pour cent des personnes de moins de 30 ans interrogées avaient versé un pot-de-vin, seuls 4 pour cent des personnes âgées de 65 ans ou plus en avaient fait autant au cours des 12 mois précédents (Tableau 3).⁹

Comme en 2007, le Baromètre 2009 conclut que les femmes sont moins susceptibles de payer des pots-de-vin que les hommes. Ce résultat ne permet pas de conclure que les femmes sont moins corrompues que les hommes. Comme plusieurs études le démontrent,¹⁰ les femmes tendent à prendre moins de risques et ont moins de chances d'entrer en contact avec des institutions publiques, comme la police ou le système judiciaire, où les demandes de pots-de-vin sont les plus susceptibles de se produire.

Tableau 2 PAYS SIGNALÉS COMME LES PLUS AFFECTÉS PAR LA CORRUPTION¹¹

% des personnes sondées ayant déclaré avoir payé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents	Pays/Territoire	
	Groupe 1 : Plus de 50 pour cent	Cameroun, Liberia, Ouganda, Sierra Leone.
	Groupe 2 : Entre 23 et 49 pour cent	Arménie, Azerbaïdjan, Bolivie, Cambodge, Ghana, Indonésie, Irak, Kenya, Lituanie, Moldavie, Mongolie, Russie, Sénégal, Venezuela.
	Groupe 3 : Entre 13 et 22 pour cent	Biélorussie, Grèce, Hongrie, Kosovo, Koweït, Liban, Nigeria, Pakistan, Pérou, Roumanie, Serbie, Ukraine.
	Groupe 4 : Entre 7 et 12 pour cent	Bosnie-Herzégovine, Chili, Colombie, Hong Kong, Inde, Malaisie, Philippines, République tchèque, Thaïlande.
	Groupe 5 : 6 pour cent ou moins	Argentine, Autriche, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Corée du Sud, Croatie, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, Géorgie, Islande, Israël, Japon, Luxembourg, Macédoine (ARYM), Norvège, Panama, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Royaume-Uni, Singapour, Suisse, Turquie.

Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés. Les groupes ont été définis au moyen d'une analyse de groupement.

Tableau 3 POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT DÉCLARÉ AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDENTS, PAR TRANCHE D'ÂGE

Tranche d'âge	% des personnes interrogées ayant déclaré avoir versé un pot-de-vin
Échantillon total	13%
Moins de 30 ans	16%
30 - 50 ans	13%
51 - 65 ans	8%
65 ans et +	4%

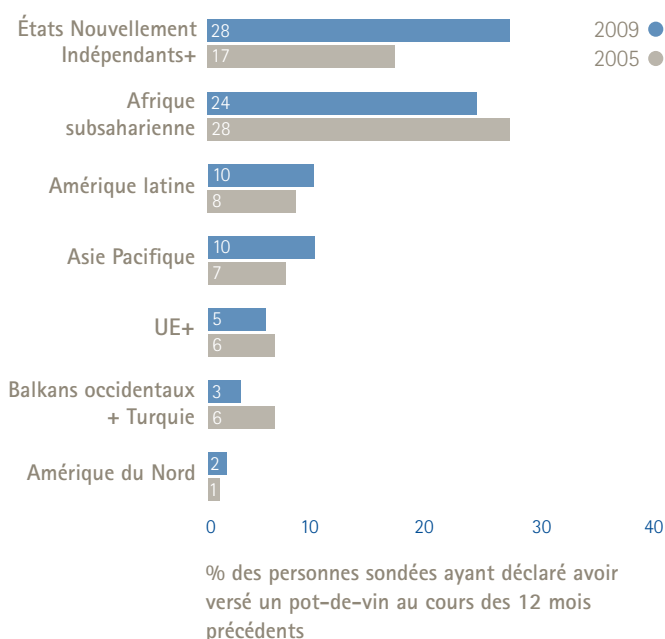
Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

L'évolution dans le temps de la petite corruption

Le Baromètre 2009 apporte également un éclairage plutôt décourageant : au cours des quatre dernières années, les niveaux de petite corruption ont très peu évolué, puisque 11 pour cent des sondés en 2009 ont déclaré avoir versé des pots-de-vin contre 9 pour cent en 2005. Ceci constitue un avertissement tant pour les activistes anticorruption que pour les gouvernements. La Figure 4 compare les résultats de 2005 et de 2009 par région et montre que :

- Dans les États Nouvellement Indépendants+, le pourcentage des sondés ayant déclaré avoir versé un pot-de-vin a augmenté, passant de 17 à 28 pour cent.
- Dans toutes les autres régions, aucune évolution importante des expériences de la petite corruption n'a été enregistrée.

Figure 4 POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT DÉCLARÉ AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN, COMPARAISON ENTRE 2005 ET 2009, PAR RÉGION



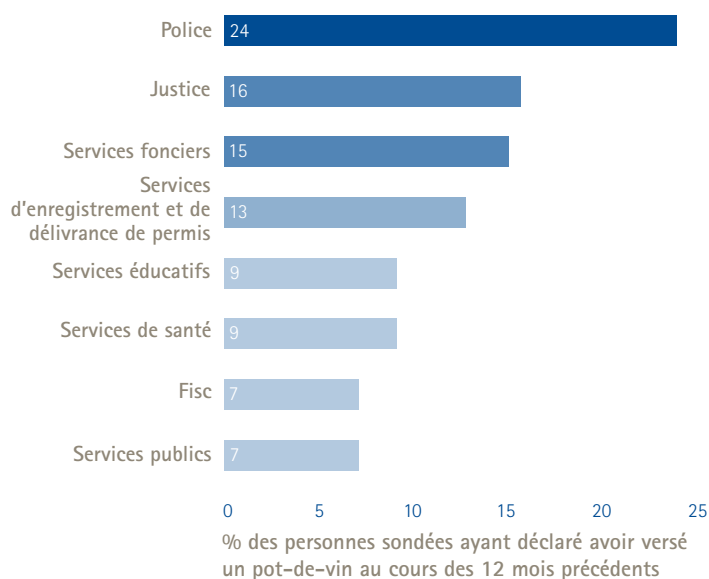
Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2005 et 2009. Seuls les pays inclus dans les deux éditions sont utilisés pour comparaison. Les pourcentages sont pondérés. Aucun chiffre pour 2005 n'était disponible pour la région Moyen-Orient et Afrique du Nord.

La petite corruption par service

Pour comprendre plus précisément comment la petite corruption affecte les gens dans le monde entier, le Baromètre a demandé aux personnes interrogées de décrire leur expérience de la corruption lorsqu'elles étaient en contact avec huit services différents. Selon les sondés, la police est l'institution à laquelle les personnes avaient le plus de chances de verser un pot-de-vin. Presque un quart des personnes ayant eu, au cours de l'année précédente, un contact avec la police ont déclaré avoir dû verser un pot-de-vin.

Les personnes ayant été en contact avec le système judiciaire ou les bureaux d'obtention et d'enregistrement des permis étaient également plus susceptibles d'avoir versé un pot-de-vin : respectivement 16 et 13 pour cent. 15 pour cent des personnes ayant eu des relations avec les services fonciers ont également déclaré avoir dû verser un pot-de-vin. Celles qui ont été en contact avec des services de santé et d'éducation ont déclaré avoir dû payer des pots-de-vin : 9 pour cent pour les deux secteurs. En outre, 7 pour cent des personnes ayant eu affaire aux autorités fiscales ou aux services publics ont déclaré avoir dû verser un pot-de-vin (Figure 5).

Figure 5 POURCENTAGE DE PERSONNES AYANT DÉCLARÉ AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDENTS, PAR SERVICE



Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés et calculés pour les personnes interrogées en contact avec ces services. Les couleurs montrent qu'il existe un écart statistique entre les services.

Des écarts entre les régions

Dans cinq régions, les individus ont déclaré être plus susceptibles de verser des pots-de-vin lorsqu'ils étaient en contact avec la police : Asie Pacifique, Amérique latine, États Nouvellement Indépendants+, Afrique subsaharienne et Balkans occidentaux + Turquie. Le système judiciaire a également souvent été cité dans la région Asie Pacifique et en Amérique du Nord, alors que dans la zone Moyen-Orient et Afrique du Nord, c'étaient les services fonciers qui étaient considérés comme les plus gourmands en pots-de-vin. Les personnes interrogées dans les pays de l'UE+ ont cité, par une courte marge, les services de santé comme les plus affectés par la corruption.

La corruption : Comment y mettre un terme Le cas du magasin de fleurs d'Hikmet

Hikmet projetait de convertir la pièce de devant de son petit appartement en magasin de fleurs. Après la chute du communisme en Azerbaïdjan, presque tous les autres appartements situés en rez-de-chaussée de sa rue de Bakou avaient été convertis en petites boutiques par leurs occupants. Considérant que c'était pour lui un moyen d'arrondir sa retraite d'ancien combattant, qui suffisait à peine à couvrir ses coûts de nourriture et de chauffage, Hikmet a sollicité un permis de construire auprès de la municipalité. Peu de temps après, il a été contacté de façon non officielle par un individu qui lui a proposé de « garantir que sa demande de permis serait acceptée » contre 10 000 dollars US, un chiffre qui dépassait largement sa retraite annuelle. Hikmet a refusé et, peu de temps après, sa demande de permis d'ouverture de sa boutique de fleurs a été rejetée.

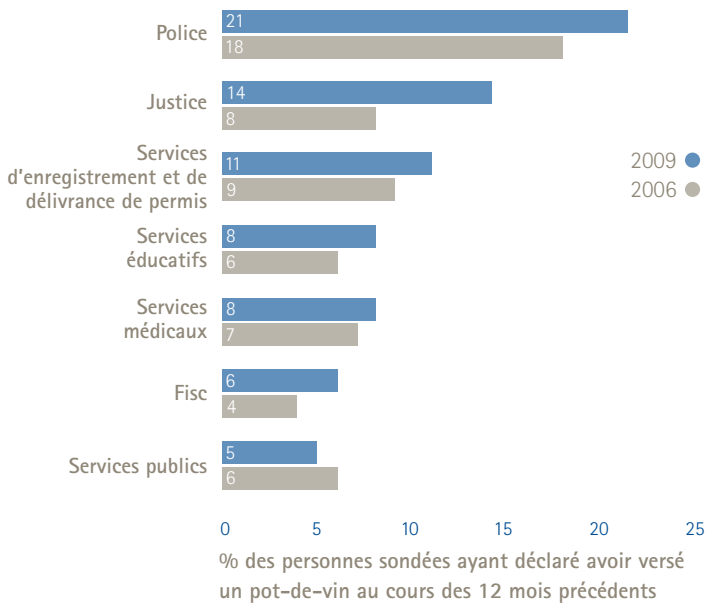
Hikmet a contacté Transparency International Azerbaïdjan. Il s'inquiétait que sa demande n'ait pas abouti parce qu'il n'avait pas versé de pot-de-vin. Avec les conseils et l'aide juridique de la section, Hikmet a fait appel contre la décision au tribunal, qui a ordonné à la municipalité de traiter avec équité sa demande. Quelque temps après, Hikmet recevait l'autorisation d'ouvrir sa boutique de fleurs. Dans l'Azerbaïdjan postcommuniste, cette action a marqué un grand progrès, en constituant un important précédent en matière de volonté des citoyens de se servir du système judiciaire pour demander des comptes aux autorités.

Ceci est l'un des centaines de cas traités par le Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne de Transparency International à TI Azerbaïdjan. Les centres, désormais présents dans 25 pays, apportent une assistance aux victimes et aux témoins de la corruption, en les aidant à faire avancer leurs plaintes.

La petite corruption par service, évolution dans le temps

La Figure 6 montre que la corruption signalée dans la plupart des institutions n'a pas reculé entre 2006 et 2009. Elle a même augmenté dans certains secteurs et ce, de manière significative, dans le système judiciaire où elle est passée de 8 pour cent en 2006 à 14 pour cent en 2009.

Figure 6 POURCENTAGE DE PERSONNES INTERROGÉES AYANT DÉCLARÉ AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN, COMPARAISON 2006-2009, PAR SERVICE



Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2006 et 2009. Les pourcentages sont pondérés et calculés pour les personnes interrogées en contact avec ces services. Seuls les pays inclus dans les deux éditions sont comparés.

La petite corruption dans la gestion foncière

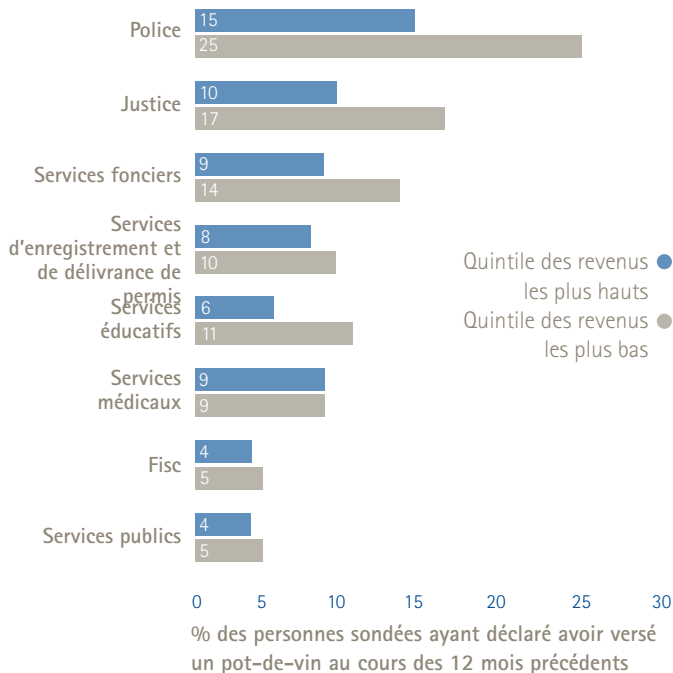
Comme le montre la Figure 5, environ 15 pour cent des personnes ayant eu au cours des 12 mois précédents un contact avec les autorités responsables du foncier ont déclaré avoir versé un pot-de-vin. Ce chiffre confirme que la corruption dans le secteur de la gestion foncière est un problème répandu qui est de plus en plus reconnu comme un problème de gouvernance. La corruption dans ce secteur concerne particulièrement les économies de transition, reflétant les difficultés du passage d'une économie planifiée dont les ressources appartenaient en grande partie à l'État à une économie de marché qui reconnaît le droit de propriété individuel.¹²

Le problème de corruption du secteur est considéré comme sérieux par une partie légèrement plus grande des personnes interrogées dans les pays à bas revenus et des citoyens de foyers à bas revenus. Alors que la moitié des sondés des pays à hauts revenus jugeait sérieux le problème de corruption dans la gestion foncière, cette opinion était partagée par presque 8 sondés sur 10 dans les pays à bas revenus.¹³

L'effet régressif de la petite corruption

L'impact régressif de la petite corruption est illustré dans la Figure 7. Elle détaille le pourcentage de personnes interrogées dans le quintile des revenus les plus bas qui ont déclaré avoir versé un pot-de-vin au cours de l'année précédente et le compare au pourcentage des personnes interrogées dans le quintile des revenus les plus hauts. Par rapport aux foyers plus aisés, les foyers plus pauvres ont déclaré payer plus souvent des pots-de-vin lorsqu'ils avaient affaire à la police, au système judiciaire, aux services fonciers et aux services éducatifs.

Figure 7 POURCENTAGE DE PERSONNES INTERROGÉES AYANT DÉCLARÉ AVOIR VERSÉ DES POTS-DE-VIN AU COURS DES 12 MOIS PRÉCÉDENTS, PAR REVENU ET PAR SERVICE¹⁴

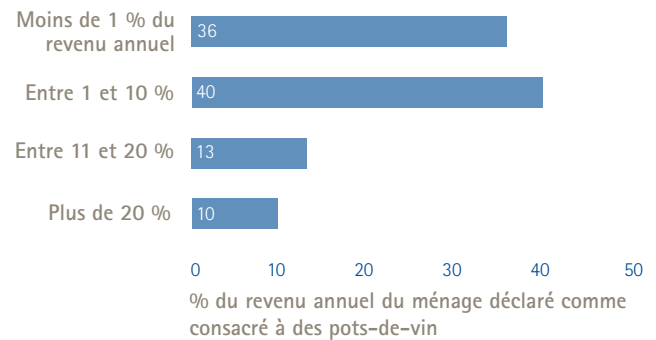


Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés et calculés pour les personnes interrogées entrées en contact avec ces services.

Coût de la petite corruption pour les gens dans le monde

Le Baromètre a demandé aux personnes interrogées la somme qu'elles avaient déboursée en pots-de-vin au cours des 12 mois précédents, et leur a demandé d'estimer la part que ces frais représentaient dans leur revenu. En ne prenant en compte que les personnes ayant effectivement versé un pot-de-vin, une estimation prudente laisse penser que ces personnes ont consacré environ 7 pour cent de leur revenu annuel à des pots-de-vin. Quelle que soit l'échelle utilisée, cela constitue une part considérable du revenu disponible et, pour les plus pauvres, cela risque de fragiliser leur capacité à satisfaire leurs besoins quotidiens élémentaires. La Figure 8 montre le pourcentage du revenu annuel des foyers des personnes interrogées dépensé en pots-de-vin, selon elles.¹⁵

Figure 8 POURCENTAGE DU REVENU ANNUEL DES FOYERS DÉCLARÉ COMME CONSACRÉ À DES POTS-DE-VIN



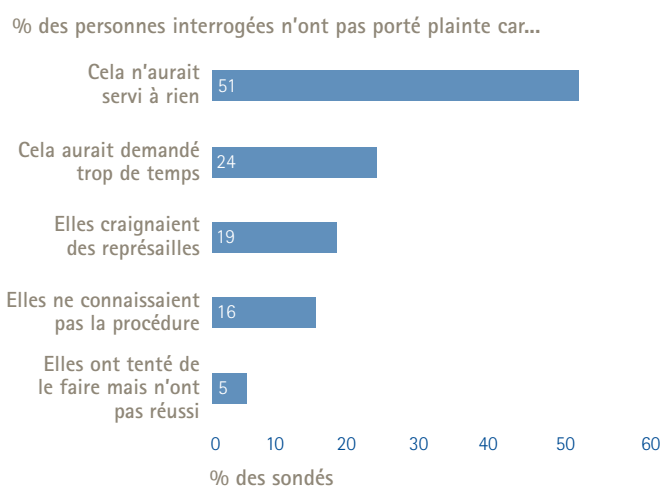
Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés et calculés pour les personnes interrogées ayant déclaré avoir payé un pot-de-vin.

2.2. Usage des mécanismes de dépôt de plainte

Malgré les preuves montrant que les individus sont souvent confrontés à la corruption, seule environ 1 personne sur 5 déclare avoir déposé une plainte officielle au cours des 12 mois précédents.

La Figure 9 résume les motifs donnés par les personnes interrogées pour ne pas avoir signalé la corruption. La moitié des sondés a indiqué que les mécanismes de dépôt de plainte officielle n'étaient pas efficaces, alors qu'un quart jugeait que le processus prenait beaucoup trop de temps. En Afrique subsaharienne, près d'un tiers des personnes interrogées a déclaré que les mécanismes de dépôt de plainte étaient trop lourds. Il est inquiétant que, par crainte d'un possible harcèlement ou de représailles, un cinquième de ces foyers n'ait pas déposé de plainte officielle. Ceci est particulièrement vrai pour les victimes de la corruption en Amérique latine et dans les Balkans occidentaux + Turquie (respectivement 28 et 24 pour cent). Il est spécialement préoccupant de noter que 16 pour cent des personnes sondées dans le monde ne savaient même pas comment porter officiellement plainte.

Figure 9 MOTIFS AVANCÉS POUR NE PAS AVOIR DÉPOSÉ DE PLAINTE OFFICIELLE EN CAS DE CORRUPTION



Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

Les résultats montrent que des efforts plus grands sont nécessaires pour veiller à ce que l'opinion publique ait accès et croie à l'efficacité des mécanismes de dépôt de plainte officielle.

Le Baromètre a découvert que les chômeurs et les femmes étaient moins susceptibles de porter plainte lorsqu'ils étaient victimes de corruption. En revanche, les personnes les plus enclines à passer par les canaux officiels pour signaler des cas de corruption étaient notamment les hommes, les individus ayant un emploi et les personnes issues de foyers à revenus intermédiaires.

Renforcer le pouvoir des citoyens

Les résidents agissent contre un projet immobilier

Les résidents d'un village tchèque ont été surpris d'apprendre que 300 nouvelles maisons devaient être construites dans leur communauté, un nombre considérable pour un village d'à peine 500 âmes. Six mois plus tôt, la municipalité avait lancé une « enquête publique » pour mesurer le niveau d'intérêt manifesté par les villageois en faveur du projet et la population avait voté contre à une majorité écrasante. Transparency International République tchèque a été contactée par les villageois, inquiets que le maire du village ait pris sa décision pour des motifs autres que le bien public. Des informations ont circulé, laissant entendre que le promoteur immobilier avait offert au maire un voyage à Londres, apparemment pour y étudier la qualité des maisons.

Les villageois s'étant heurtés à un mur de silence lorsqu'ils ont demandé aux autorités municipales d'écouter leurs préoccupations, Transparency International République tchèque les a conseillés sur la façon d'organiser un référendum villageois sur le projet immobilier. La loi locale sur les référendums garantissait que le résultat du scrutin serait pris en compte par les autorités. En plus d'aider les habitants à poursuivre leur droit légal à un référendum, la couverture de leur campagne par les médias a déclenché un débat public sur l'absence d'obligation de rendre des comptes pour les autorités municipales dans le domaine de la gestion foncière et a souligné la nécessité de réformer la loi tchèque sur les municipalités.

Ceci est l'un des centaines de cas traités par le Centre d'assistance juridique et d'action citoyenne de Transparency International à TI République tchèque. Les centres, désormais présents dans 25 pays, apportent une assistance aux victimes et aux témoins de la corruption, en les aidant à faire avancer leurs plaintes.

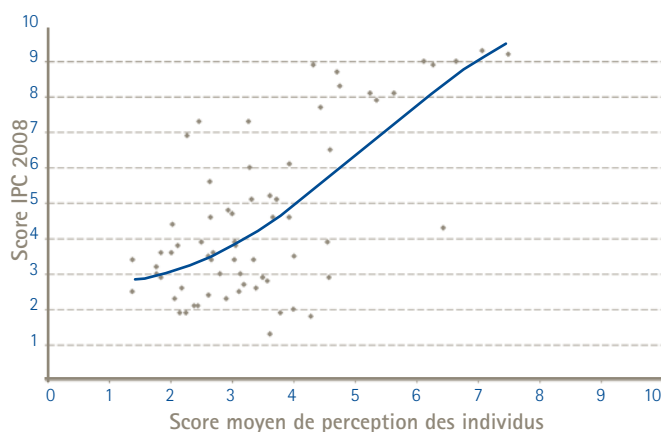
3. Opinions et expériences de la corruption: comparaison entre les experts et le grand public

Corrélation entre la perception du grand public et celle des experts

On entend souvent dire que les indicateurs basés sur l'opinion des experts divergent de ceux du grand public. Pour vérifier cette affirmation, la Figure 10 compare les points de vue du grand public sur l'étendue de la corruption dans les partis politiques, les parlements, le système judiciaire et la fonction publique reflétés dans le Baromètre 2009 avec les évaluations des experts sur l'étendue de la corruption dans le secteur public, telle que le reflétait l'Indice de perception de la corruption 2008 (IPC) de TI.¹⁶

La figure montre qu'il existe une corrélation entre la perception de la corruption par l'opinion publique et celle des experts :¹⁷ plus l'opinion publique perçoit la corruption des grandes institutions publiques comme étendue, plus élevé est le niveau de corruption du secteur public perçu par les experts. Malgré cette concordance, il existe des cas où les évaluations divergent. En comparant les évaluations du Chili et du Japon, les experts jugent les niveaux de corruption d'une façon légèrement plus favorable que l'opinion publique. Le contraire est vrai en Azerbaïdjan, en Biélorussie, au Cambodge, en Irak et au Koweït, où l'opinion publique semble considérer la corruption de manière moins prononcée par rapport aux points de vue des experts compilés pour l'IPC 2008.

Figure 10 LA PERCEPTION DE LA CORRUPTION VUE PAR LES INDIVIDUS DANS LE BAROMÈTRE 2009 COMPARÉE À CELLE DES EXPERTS DANS L'IPC 2008

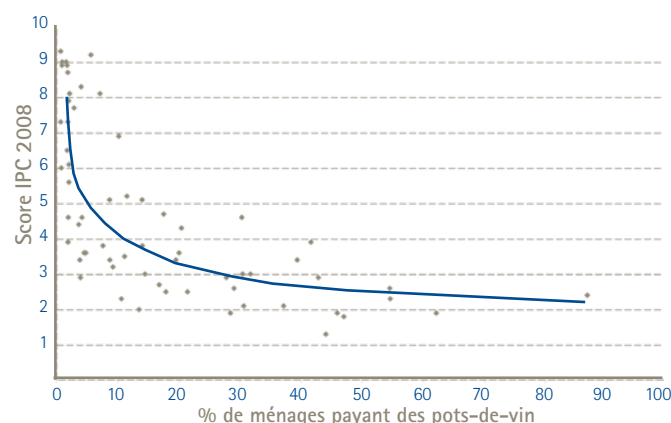


Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009 et Indice de perception de la corruption 2008. Chaque point représente un pays.

Expérience de la corruption vécue par les individus et perceptions des experts

Une autre question qui se dégage de l'analyse de la corruption est de savoir si la « perception » est une mesure valable de la corruption. Bien qu'une abondante documentation théorique démontre que les perceptions de la corruption sont fiables et jugées indispensables par les décideurs politiques et du secteur privé,¹⁸ le Baromètre mondial de la corruption donne l'occasion de comparer la perception des experts aux expériences rapportées par les gens dans le domaine de la petite corruption. Une nouvelle fois, la comparaison des résultats du Baromètre 2009 et de l'IPC 2008 montre une forte corrélation entre l'expérience des citoyens et la perception des experts (Figure 11). Les résultats sont sans ambiguïté et les preuves incontestables : dans les pays où les professionnels, les analystes pays et les experts jugent la corruption répandue, une part plus grande des citoyens déclare verser des pots-de-vin.¹⁹ Cela laisse entendre que l'opinion des experts coïncide avec le vécu des citoyens en termes de corruption du secteur public.

Figure 11 EXPÉRIENCES DES INDIVIDUS DANS LE BAROMÈTRE 2009 COMPARÉES AUX PERCEPTIONS DE LA CORRUPTION DES EXPERTS DANS L'IPC 2008



Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009 et Indice de perception de la corruption 2008. Chaque point représente un pays.

4. L'opinion publique sur le secteur privé

Depuis la publication du *Baromètre mondial de la corruption* 2007, le monde subit une des crises financières et économiques les plus graves de l'histoire récente. Cette crise continue de dominer l'ordre du jour international, mettant en lumière les pratiques des entreprises de bon nombre d'industries. Dans ce contexte, le Baromètre 2009 montre que l'opinion publique tend à se préoccuper de plus en plus du rôle du secteur privé dans la corruption.

Parmi les pays et territoires évalués, les pays où le secteur privé est perçu comme l'institution la plus corrompue sont : Brunéi Darussalam, Canada, Danemark, Espagne, Hong Kong, Islande, Luxembourg, Moldavie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Singapour et Suisse.

La captation de l'État est considérée comme un phénomène répandu

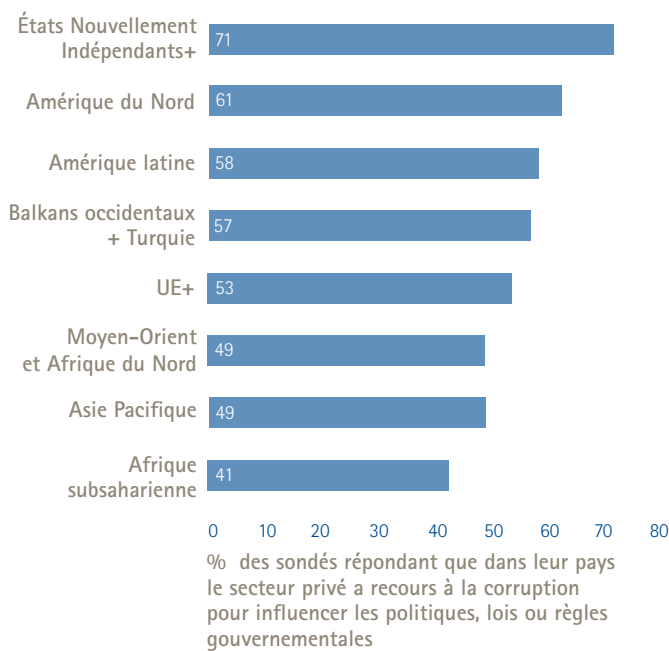
Pour la première fois, cette année, le Baromètre a demandé aux citoyens ordinaires dans quelle mesure ils pensaient que le secteur privé avait recours à la corruption pour manipuler le processus d'élaboration des politiques dans leur pays, un phénomène souvent appelé captation de l'État.

Le Baromètre révèle que 54 pour cent des personnes interrogées pour l'enquête pensaient que la corruption était un moyen auquel le secteur privé avait souvent recours pour façonner politiques et règles. Ce chiffre est en fort décalage par rapport à celui avancé par le secteur privé. *L'Indice de corruption des pays exportateurs* 2008²⁰ de TI montre que seuls 32 pour cent des hauts dirigeants d'entreprises, interrogés dans les pays couverts par le Baromètre 2009, déclaraient que la corruption était souvent employée pour influencer des résultats spécifiques en matière de politique.²¹

65 pour cent des personnes sondées pour le Baromètre dans les pays à revenus intermédiaires supérieurs (bon nombre de ces économies émergentes où la croissance et la transition politique sont synonymes de marchés et règles en perpétuelle évolution) voient comme un phénomène courant la captation de l'État par le secteur privé. Alors que 55 pour cent des personnes interrogées dans les pays à hauts revenus déclaraient qu'il était courant que les pots-de-vin influencent le processus d'élaboration des politiques, dans les pays à bas revenus ils n'étaient que 45 pour cent à exprimer la même opinion.

La Figure 12 (p.16) montre comment l'opinion publique perçoit la captation de l'État par région. La captation de l'État est considérée comme un problème particulièrement grave dans les États Nouvellement Indépendants+, où plus de 7 personnes interrogées sur 10 déclarent que la corruption est souvent employée par le secteur privé pour façonner les lois et les règles. Le Baromètre montre, toutefois, que la situation n'est guère meilleure en Amérique du Nord ou dans les Balkans occidentaux + Turquie, régions dans lesquelles autour de 6 personnes sur 10 signalent la pratique comme répandue. 40 pour cent des personnes interrogées en Afrique subsaharienne pensaient que la captation de l'État était une pratique courante dans leurs pays.

Figure 12 OPINION PUBLIQUE SUR LA CAPTATION DE L'ÉTAT, PAR RÉGION



Source: Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

Une opinion publique prête à payer plus pour acheter auprès d'entreprises non corrompues, partout dans le monde

Le Baromètre a demandé aux personnes interrogées si elles seraient prêtes à payer plus pour acheter auprès d'une entreprise non corrompue. La moitié d'entre elles a répondu favorablement. Le message des consommateurs au secteur privé est clair : être honnête est rentable. Non seulement les affaires honnêtes créent une situation équitable pour tout le monde tout en soutenant la croissance à long terme et la productivité, mais elles séduisent aussi les clients. Cette volonté de payer davantage pour des affaires honnêtes ne varie pas avec l'âge, le sexe ou même le revenu du foyer, mais il existe des écarts entre pays (se reporter au Tableau 4).

Tableau 4 POURCENTAGE DE PERSONNES SONDEES SE DÉCLARANT PRÊTES À PAYER PLUS POUR ACHETER AUPRÈS D'UNE ENTREPRISE NON CORROMPUE

	Pays/Territoire
Haut : Plus de 64 pour cent des sondés	Autriche, Cambodge, Cameroun, États-Unis, Ghana, Hong Kong, Israël, Kosovo, Liban, Liberia, Maroc, Ouganda, Pakistan, Philippines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Venezuela, Zambie.
Moyen supérieur : Entre 46 et 64 pour cent des sondés	Arménie, Bolivie, Canada, Colombie, Grèce, Islande, Indonésie, Irak, Kenya, Koweït, Luxembourg, Macédoine (ARYM), Malaisie, Nigeria, Panama, Pérou, Portugal, Royaume-Uni, Russie, Thaïlande.
Moyen inférieur : Entre 30 et 45 pour cent des sondés	Argentine, Azerbaïdjan, Brunéi Darussalam, Chili, Corée du Sud, Croatie, Danemark, Espagne, Finlande, Géorgie, Inde, Italie, Japon, Mongolie, Norvège, Pays-Bas, Salvador, Serbie, Turquie, Ukraine.
Bas : Moins de 30 pour cent des sondés	Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Hongrie, Lituanie, Moldavie, Pologne, République tchèque, Roumanie, Suisse.

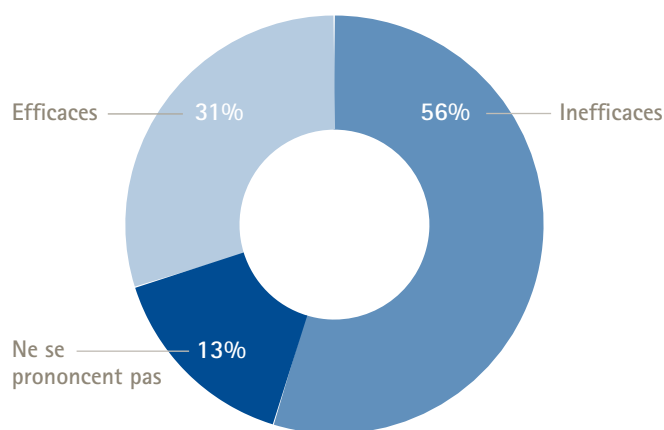
Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés. Les groupes ont été définis au moyen d'une analyse de groupement.

5. Les efforts gouvernementaux de lutte contre la corruption

Le Baromètre montre qu'aux yeux d'une large partie de la population, les efforts des gouvernements dans la lutte contre la corruption sont considérés inefficaces. Un peu moins d'une personne interrogée sur trois estime que les efforts gouvernementaux sont efficaces, tandis que plus de la moitié est convaincue de leur inefficacité (Figure 13).

Il existe, cependant, d'importants écarts entre les pays. Les pays ou territoires où l'on trouve la plus forte proportion de personnes (7 sur 10 ou plus) jugeant efficaces les efforts gouvernementaux de lutte contre la corruption sont Brunéi Darussalam, Hong Kong, Indonésie, Nigeria et Singapour. Parallèlement, en Argentine, Bulgarie, Hongrie, Lituanie, République tchèque et Ukraine, moins de 1 personne interrogée sur 10 juge efficaces les efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption (Pour des résultats détaillés par pays, voir le Tableau 4, Annexe D).

Figure 13 ÉVALUATION DES ACTIONS DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION, RÉSULTATS GLOBAUX



Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés.

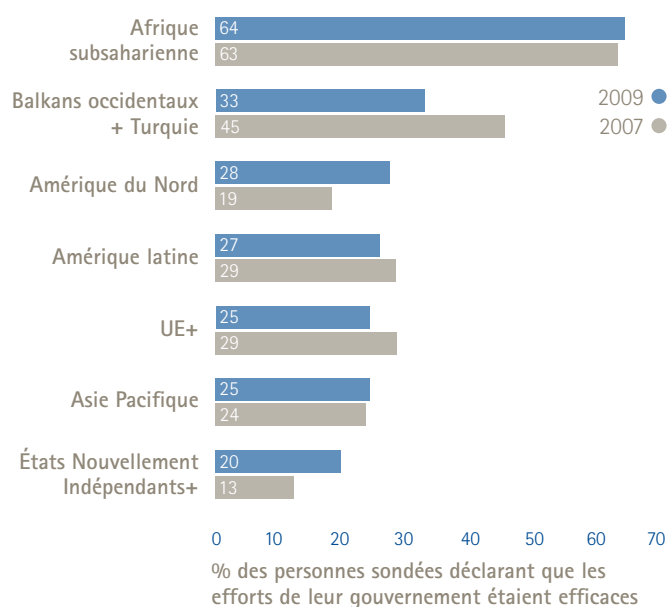
Perceptions des efforts gouvernementaux, évolution dans le temps

Lorsque l'on compare les réponses du Baromètre à cette question en 2007 et 2009, il est frappant de constater que les perceptions globales n'ont pas véritablement évolué. Au plan national, en revanche, les variations sont plus importantes. La perception de la capacité du gouvernement à aborder le problème de la corruption s'est améliorée en Arménie, au Cambodge, en Colombie, au Danemark, en Finlande, Géorgie, Inde, Indonésie, au Luxembourg, en Norvège ainsi qu'aux Pays-Bas. En revanche, la perception de l'efficacité du gouvernement s'est dégradée en Bosnie-Herzégovine, Espagne, Grèce, Malaisie, au Panama, aux Philippines, au Sénégal, en Thaïlande, Turquie et au Venezuela.

En 2009, un pourcentage légèrement plus élevé de personnes interrogées, soit 18 pour cent contre 13 pour cent en 2007, s'est senti dans d'incapacité d'évaluer les résultats de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption.

La Figure 14 fait apparaître par région les changements de perception des populations concernant les efforts anticorruption des gouvernements entre 2007 et 2009. Une constatation apparaît clairement : les personnes habitant les Balkans occidentaux + Turquie ont connu une frustration croissante par rapport aux actions menées par leur gouvernement, ou plutôt par leur manque d'action. En revanche, les personnes interrogées dans les États Nouvellement Indépendants+ ont accordé plus de confiance aux efforts menés par leur gouvernement dans la lutte contre la corruption, tout comme les personnes d'Amérique du Nord. Cependant, les résultats obtenus en Amérique du Nord semblent refléter une polarisation de l'opinion. En effet, le pourcentage de personnes jugeant inefficaces les efforts du gouvernement a connu une hausse encore plus importante.

Figure 14 POURCENTAGE DE PERSONNES CONSIDÉRANT EFFICACES LES EFFORTS DE LEUR GOUVERNEMENT POUR COMBATTRE LA CORRUPTION, COMPARAISON DE 2007 À 2009, PAR RÉGION



Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2009. Les pourcentages sont pondérés. Seuls les pays apparaissant dans les deux éditions sont repris dans l'analyse. Aucune donnée disponible pour 2007 pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

6. Conclusions

Le *Baromètre mondial de la corruption* offre aux responsables politiques, aux entrepreneurs et à la communauté anticorruption l'opportunité exceptionnelle d'évaluer au fil du temps l'état de la corruption, telle qu'elle est reflétée par les opinions et les expériences des gens ordinaires.

Le *Baromètre mondial de la corruption* 2009 montre que les niveaux de corruption à travers le monde sont toujours trop élevés : environ 10 pour cent du grand public a déclaré avoir payé un pot-de-vin l'année précédente et les personnes les plus vulnérables sont également les plus durement touchées. Par ailleurs, depuis 2005, la fréquence de la petite corruption a tendance à augmenter plutôt qu'à diminuer dans plusieurs pays.

Partout dans le monde, les citoyens ordinaires ne sont pas convaincus par les efforts de leur gouvernement en matière de lutte contre la corruption. C'est tout particulièrement vrai à propos du secteur privé qui, à leurs yeux, contribue à influencer la politique, capter l'État et corrompre l'intérêt public. Ces avis sceptiques sont sans aucun doute le reflet d'un manque de transparence généralisée qui a contribué au démarrage de la crise financière en 2008. Cependant, de bonnes nouvelles apparaissent à l'horizon. Dans la plupart des pays, les personnes interrogées ont répondu qu'elles étaient prêtes à payer plus pour des affaires honnêtes. Les entreprises devraient comprendre que l'adhésion aux normes les plus exigeantes en matière de lutte contre la corruption, en parole et en acte, leur confère une valeur marchande.

De nombreuses institutions publiques conservent une image négative. Pour le public, les partis politiques demeurent les institutions les plus corrompues, même si les expériences directes vécues par les personnes interrogées montrent que la police est l'institution la plus susceptible d'extorquer des pots-de-vin, suivie par les services fonciers et le système judiciaire. Il en ressort que les institutions clés de la société, en particulier les institutions qui établissent l'intégrité et la responsabilité du gouvernement et celles qui garantissent les droits des individus, sont compromises. Sans aucun doute, dans plusieurs pays, la corruption met en péril la légitimité à la fois du gouvernement et de ceux qui gouvernent.

Enfin, le signalement de cas de corruption atteint des niveaux excessivement bas. Un citoyen sur quatre seulement agit contre la corruption. Ce manque de signalement peut s'expliquer par des mécanismes de plainte insuffisants, compliqués ou tout simplement inaccessibles. Cela peut également refléter l'existence de pressions sociales ou encore le fait que les gens n'ont pas conscience des dommages que la corruption peut engendrer. En fin de compte, les citoyens doivent se rendre compte qu'en portant plainte, ils agissent de la bonne manière. Il est du devoir des gouvernements, du secteur privé et des autres parties prenantes du mouvement de lutte contre la corruption de sensibiliser plus les citoyens au tort que provoque chaque pot-de-vin, non seulement à leur propre portefeuille, mais de manière générale à la société.

Annexe A

A propos de l'enquête

Le *Baromètre mondial de la corruption* est une enquête d'opinion qui évalue les perceptions du grand public ainsi que les expériences en matière de corruption et de pots-de-vin. En 2009, elle s'est intéressée à 69 pays et territoires. Dans 50 des pays évalués, l'enquête a été réalisée pour le compte de Transparency International (TI) par Gallup International, dans le cadre de son enquête Voice of the People (La voix du peuple). Dans les 19 pays qui n'ont pas été couverts par Gallup, TI a chargé d'autres instituts de sondage de mener l'enquête pour le Baromètre. Le *Baromètre mondial de la corruption 2009* de Transparency International a permis d'interroger 73 132 personnes.

Répartition dans le temps du travail de terrain

Le travail de terrain pour l'enquête a été réalisé entre le 25 octobre 2008 et le 25 février 2009.

Variables démographiques

Les variables démographiques définies dans le questionnaire sont les suivantes : âge, éducation, revenu du foyer, emploi et religion. Dans un but de comparaison, ces variables ont été reprogrammées par rapport à leur forme d'origine.

Échantillonnage

Le type d'échantillon est principalement national, mais uniquement urbain dans certains pays. De manière générale, les résultats reposent très largement sur des populations urbaines. Dans la plupart des pays, la méthode d'échantillonnage est basée sur l'échantillonnage par quotas, en utilisant le sexe, l'âge les conditions socio-économiques et les équilibres régionaux/urbains comme des variables. Dans certains pays, l'échantillonnage aléatoire a été utilisé.

Les interviews ont été réalisées soit en face-à-face, en utilisant des questionnaires auto-administrés, soit par téléphone ou par internet (principalement dans les pays développés), les personnes interrogées étant des hommes et des femmes âgés de 16 ans et plus.

Pondération

Dans un premier temps, les déséquilibres ont été corrigés au niveau du pays afin de fournir un échantillon représentatif de la population nationale, ou un échantillon représentatif de la population déclarée, (ce qui signifie de légères corrections dans les proportions des tranches d'âge, sexe, etc.). Dans un second temps, chaque pays a été pondéré suivant sa population relative, au moment de calculer les chiffres mondiaux, régionaux et composites.

La marge standard d'erreur pour l'enquête est de +/- 4 pour cent.

Codage des données et contrôles qualité

Le codage des données et le contrôle qualité ont été effectués par Gallup International.

- Sur le questionnaire final envoyé aux pays participant à l'enquête figuraient des colonnes, des codes et des indications pour une perforation simple ou multiple. Au moment de saisir les données, les agences locales ont adopté cette présentation et ont envoyé un fichier de données ASCII au Centre de coordination en respectant ces spécifications.
- A la demande des pays, un modèle SPSS, entièrement en anglais, a également été envoyé.
- Les données ont été traitées de manière centrale, en analysant différents aspects, comme la validité de tous les codes saisis, le respect des filtres et la cohérence des bases.
- Au cas où une incohérence était décelée, l'agence locale était avertie afin qu'elle puisse évaluer le problème et renvoyer les données corrigées et amendées.
- Pour terminer, les données de l'ensemble des pays ont été consolidées et pondérées tel que nous l'avons précisé plus haut.
- L'analyse et la validation de l'ensemble des données ont été réalisées en utilisant SPSS.

Les contrôles de cohérence ont été menés sur deux niveaux :

- À l'aide de moyens électroniques, comme expliqué dans les paragraphes précédents.
- À l'aide d'enquêteurs expérimentés en phase d'analyse ; en vérifiant et en contrôlant que les réponses dans chaque pays correspondaient à celles qui étaient prévues.

Grâce au contrôle de cohérence, des erreurs ont été découvertes et des données exclues de l'ensemble des données générales. A cause de ces problèmes, des données de certains pays n'ont pas pu être intégrées dans certaines parties de l'analyse globale des résultats.

- Questions omises : Question 3 et 4 en Italie ; et Question 2b au Liberia et en Sierra Leone.
- Problèmes de codage des réponses : Questions 4a et 4b en Arménie, Biélorussie, au Cambodge, en Géorgie et au Salvador.
- Un taux de réponses « Ne sait pas » plus élevé que la normale (plus de 80 % des personnes interrogées) : Question 5 au Maroc et en Zambie.
- Différences dans la définition de l'ensemble des variables démographiques : Arménie, Biélorussie, Cambodge, Chili, Géorgie, Irak, Kenya et Pologne. Ainsi, en sectorisant les données avec ces caractéristiques, les pays ne sont pas intégrés dans l'analyse.
- Différences dans la définition des variables de revenu : Italie. Ainsi, en sectorisant les données avec ces caractéristiques, le pays n'est pas intégré dans l'analyse.

Tableau 1 DÉTAILS DE L'ENQUÊTE

Pays/ Territoire	Contact	Enquête menée par	E-mail	Mode d'interview	Type d'échantillon	Taille	Dates de travail sur le terrain ²²
Argentine	Constanza Cilley	TNS Gallup Argentine	Constanza.cilley@tns-gallup.com.ar	Face-à-face	National	1000	20 - 26 nov.
Arménie	Merab Pachulia	Georgian Opinion Research Business International (Gorbi)	mpachulia@gorbi.com	Face-à-face	National	1000	25 janv. - 5 fév.
Autriche	Ingrid Lusk	Institut Karmasin	i.lusk@gallup.at	Face-à-face	National	751	10 - 30 nov.
Azerbaïdjan	Musabayov Rasim	'PULS-R' Sociological Service	musabayov@gmail.com	Face-à-face	National	1000	25 janv. - 3 fév.
Biélorussie	Andrej Vardamatski	Centre Novak	info@novak.by	Face-à-face	National	1044	23 fév. - 6 mars
Bolivie	Luis Alberto Quiroga	Encuestas Et Estudios	gerencia@encuestas-estudios.com	Face-à-face	Urbain	1328	24 nov. - 10 déc.
Bosnie- Herzégovine	Aida Hadziavdic	Mareco Index Bosnia	aida.hadziavdic@mib.ba	Téléphone	National	500	10 - 26 nov.
Brunéi Darussalam	Ibrahim Suffian	Merdeka Center	suffiani@gmail.com	Téléphone	National	820	20 - 25 fév.
Bulgarie	Mirna Grigorova	TNS Balkan British Social Surveys Gallup International	m.grigorova@gallup-bbss.com	Face-à-face	National	1006	31 oct. - 7 nov.
Cambodge	Jean-Pierre Depasse	TNS Vietnam/Gallup International Association	Jean.Depasse@tns-global.com	Face-à-face	Provinces principales	1019	12 - 24 déc.
Cameroun	Simplice Ngampon	Research Et Marketing Services Cameroon	sngampon@rms-international.net	Face-à-face	Villes principales	519	29 oct. - 2 nov.
Canada	Dianne Rousseau	Leger Marketing	drousseau@legermarketing.com	Interview informatisée sur ordinateur	National	1450	28 oct. - 2 nov.
Chili	María Francisca Gatica Cádiz	IPSOS Chili	Francisca.Gatica@ipsos.com	Face-à-face	Urbain	1001	12 - 25 fév.
Colombie	Maria Jose Roldán	CNC	mroldan@cncol.com	Téléphone	Urbain	600	31 oct. - 12 nov.
Corée du Sud	Hyunjeong Jung	Gallup Corée	hujung@gallup.co.kr	Face-à-face	National	700	7 - 25 nov.
Croatie	Mirna Cvitan	PULS	Mirna.cvitan@puls.hr	Face-à-face	National	1000	1 - 20 nov.
Danemark	Synne Nygaard	TNS - Gallup	synne.nygaard@tns-gallup.dk	Interview informatisée sur ordinateur	National	1002	20 - 28 nov.
Espagne	Gines Garridos	Sigmas Dos (Espagne)	ggarridos@sigmados.com	Téléphone	National	602	17 nov. - 29 déc.
États-Unis	Joe Vogt	TNS (US)	joe.vogt@tns-global.com	En ligne	National	1017	30 oct - 4 nov
Finlande	Sakari Nurmela	TNS Gallup OY	sakari.nurmela@gallup.fi	Panel internet	National	1237	21 - 27 nov.
Géorgie	Merab Pachulia	Georgian Opinion Research Business International (Gorbi)	mpachulia@gorbi.com	Face-à-face	National	1400	29 janv. - 9 fév.
Ghana	Vitus Azeem	Ghana Integrity Initiative (GII)	vituzazeem@yahoo.com	Face-à-face	National	1190	23 - 28 fév.
Grèce	Lela Charavgi	TNS ICAP	lela.charavgi@tnsicap.gr	Téléphone	National	500	17 nov. - 3 déc.
Hong Kong	Winnie Yiu	TNS Hong Kong	winnie.yiu@tns-global.com	Groupes d'études en ligne	National	1013	12 - 24 nov.
Hongrie	Aniko Balogh	TARKI, Hongrie	aniko.balogh@tarki.hu	Face-à-face	National	1060	10 - 19 janv.
Inde	Maleeha Gul	TNS Inde	maleeha.gul@tns-global.com	Face-à-face	National	1063	24 oct. - 26 nov.
Indonésie	Muhammad Saflianto	TNS Indonésie	Muhammad.Saflianto@tns-global.com	Face-à-face	Urbain	500	11 - 20 nov.
Irak	Munqith Dagher	AIICSS	munqith_dagher@aiicss.org	Face-à-face	Urbain	800	29 oct. - 5 nov.
Islande	Andrea Gudbjorg	Capacent Gallup	gaj@capacent.is	Enquête sur internet	National	1116	25 nov. - 1 déc.
Israël	Meril James	Gallup International Affiliate	meril.james@tns-global.com	Téléphone	National	500	22 - 23 fév.
Italie	Paolo Colombo	Doxa	paolo.colombo@doxa.it	Face-à-face	National	1022	19 nov. - 1 déc.
Japon	Kiyoshi Nishimura	NRC	nisimura@nrc.co.jp	Face-à-face/ Auto-admin- istré	National	1200	5 - 17 nov.
Kenya	Roger Steadman	Steadman Group	roger@steadman-group.com	Face-à-face	National	2007	20 - 23 déc.
Kosovo (Administra- tion de l'ONU)	Assen Blagoev	BBSS Gallup International	A.Blagoev@gallup-bbss.com	Face-à-face	Population albanaise urbaine	1012	14 - 20 nov.

Pays/ Territoire	Contact	Enquête menée par	E-mail	Mode d'interview	Type d'échantillon	Taille	Dates de travail sur le terrain ²²
Koweït	Amal Naim Majdalani	Pan Arab Research Center	amal@parc-leb.com	Face-à-face	National	801	6 – 30 nov.
Liban	Amal Naim Majdalani	Pan Arab Research Center	amal@parc-leb.com	Face-à-face	National	1200	22 oct.– 12 nov.
Liberia	Barry Aliou	StatView International	aliou_newton@yahoo.com	Face-à-face	National	1000	23 fév. – 4 mars
Lituanie	Tomas Kontrimavičius	Vilmorus	tomas@vilmorus.lt	Face-à-face	National	1003	4 – 7 déc.
Luxembourg	Antonella Di Pasquale	TNS ILRES	Antonella.dipasquale@tns-ilres.com	Enquête en ligne	National	504	3 – 7 nov.
Macédoine (ARYM)	Ivana Todevska	Brima	office@brima-gallup.com.mk	Face-à-face	National	1139	10 – 16 nov.
Malaisie	Ibrahim Suffian	Merdeka Center	suffiani@gmail.com	Téléphone	National	1236	13 – 18 fév.
Maroc	Chadi Abdelhadi	TNS	Chadi.Abelhadi@tns-global.com	Face-à-face	Urbain	500	26 nov.– 12 déc.
Moldavie	Vasile Cantarji	Centre of Sociological Investigations and marketing 'CBS AXA'	office@cbs-axa.org, cbs_axa@ yahoo.com	Face-à-face	National	1086	Novembre
Mongolie	Davaasuren Chuluunbat	IACC, Mongolie	davaasuren@iaac.mn	Face-à-face	National	1020	16 – 20 fév.
Nigeria	Femi Laoye	RMS Nigeria	olaoye@rms-africa.com	Face-à-face	National	5007	12 – 22 déc.
Norvège	Ole Fredrick Ugland	TNS Gallup	olefredrick.ugland@tns-gallup.no	Interview sur le web	National	1001	21 – 27 nov.
Ouganda	Virginia Nkwanzu - Isingoma	The Steadman Group Ouganda	virginia@steadman-group.co.ug	Face-à-face	National	1000	N/A
Pakistan	Fatima Idrees	Gallup Pakistan	fatima.idrees@gallup.com.pk	Face-à-face	National	2027	26 oct. – 10 nov.
Panama	Humberto Gonzales	PSM Sigma Dos Panama	psmcorreo@cwpanama.net	Téléphone	Villes principales	502	6 – 22 nov.
Pays-Bas	Fleur Ravensbergen	TNS NIPO	fleur.ravensbergen@tns-nipo.nl	Enquête en ligne	National	1202	5 – 10 nov.
Pérou	Gustavo Yrala	Datum Internacional	gyrala@datum.com.pe	Face-à-face	National	1078	4 – 8 déc.
Philippines	Lawrence Dugan	Asia Research Organization	lawrence.dugan@asiaresearch.com. ph	Face-à-face	National	1000	3 – 23 nov.
Pologne	Marek Fudala	Mareco Polska	marek.fudala@mareco.pl	Face-à-face	Urbain	1026	25 – 30 oct.
Portugal	Ana Paraiba	TNS Euroteste	ana.paraiba@tns-global.com	Téléphone	Urbain	507	20 nov. – 6 janv.
République tchèque	Jan Trojacek	Mareco	trojacek@mareco.cz	Face-à-face	National	1000	7 – 17 nov.
Roumanie	Andrei Musetescu	CSOP	andrei.musetescu@csop.ro	Face-à-face	National	1149	17 – 23 nov.
Royaume- Uni	Anita Emery	TNS	anita.emery@tns-global.com	En ligne	National	1018	27 nov – 1 déc
Russie	Natalia Ivanisheva	Romir	ivanisheva.n@romir.ru	En ligne	National	1500	19 – 26 nov.
Salvador	Meril James	Gallup International Affiliate	meril.james@tns-global.com	Face-à-face	Urbain	500	10 – 14 mars
Sénégal	Mbathio Samb	Laboratoire de Recherches et d'Etudes sur la bonne Gouvernance	Samb.mbathio@gmail.com	Face-à-face	National	1480	9 – 16 fév.
Serbie	Sladjana Brakus	TNS Medium Gallup Belgrade	sladjana.brakus@tnsmediumgallup. co.rs	Face-à-face	National	1015	21 – 27 nov.
Sierra Leone	Barry Aliou	StatView International	aliou_newton@yahoo.com	Face-à-face	National	1000	16 – 27 fév.
Singapour	Winnie Yiu	TNS Hong Kong	winnie.yiu@tns-global.com	Groupe d'études en ligne	National	1015	12 – 24 nov.
Suisse	Karin Maendliherch	Isopublic	karin.maendliherch@isopublic.ch	Face-à-face	National	1005	19 nov. – 3 déc.
Thaïlande	Tippayarat Wudhiprecha	TNS Thaïlande	tippayarat.wudhiprecha@tns-global. com	Téléphone	National	500	17 – 28 nov.
Turquie	Bengi Ozboyaci	TNS PIAR	Bengi.ozboyaci@tns-global.com	Face-à-face	National	2000	1 nov. – 12 déc.
Ukraine	Alla Vlasyuk	TNS Ukraine	alla.vlasyuk@tns-global.com.ua	Face-à-face	National	1200	4 – 12 nov
Venezuela	Romel Romero	Sigma Dos Venezuela	romel@sigmados-international.com	Face-à-face	Ville principale	1030	7 – 25 nov.
Zambie	Virginia Nkwanzu - Isingoma	The Steadman Group Ouganda	virginia@steadman-group.co.ug	Face-à-face	National	902	N/A

Annexe B

Tableau 1 CLASSIFICATION PAR PAYS/TERRITOIRE SELON LE REVENU

Haut revenu	Revenu intermédiaire supérieur	Revenu intermédiaire inférieur	Bas revenu
Autriche	Argentine	Arménie	Cambodge
Brunéi Darussalam	Biélorussie	Azerbaïdjan	Ghana
Canada	Bulgarie	Bolivie	Kenya
Corée du Sud	Chili	Bosnie-Herzégovine	Liberia
Danemark	Croatie	Cameroun	Nigeria
Espagne	Lituanie	Géorgie	Ouganda
États-Unis	Liban	Colombie	Pakistan
Finlande	Malaisie	Inde	Sénégal
Grèce	Panama	Indonésie	Sierra Leone
Hong Kong	Pologne	Irak	Zambie
Hongrie	Roumanie	Kosovo	
Islande	Russie	Macédoine (ARYM)	
Israël	Serbie	Maroc	
Italie	Turquie	Moldavie	
Japon	Venezuela	Mongolie	
Koweït		Pérou	
Luxembourg		Philippines	
Norvège		Salvador	
Pays-Bas		Thaïlande	
Portugal		Ukraine	
République tchèque			
Royaume-Uni			
Singapour			
Suisse			

Source : Classification de la Banque mondiale de juillet 2008. www.siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/CLASS.XLS.

Annexe C

Questionnaire

Dans cette enquête, nous définissons la corruption comme un abus de pouvoir à des fins d'enrichissement personnel. Cet abus de pouvoir peut provenir d'un fonctionnaire, d'un homme politique ou d'un entrepreneur. Le profit peut être matériel ou de toute nature.

Q1. Comment évaluez-vous les actions actuelles de votre gouvernement en matière de lutte contre la corruption ?

Le gouvernement est très efficace dans la lutte contre la corruption	1
Le gouvernement est assez efficace dans la lutte contre la corruption	2
Le gouvernement n'est ni efficace ni inefficace dans la lutte contre la corruption	3
Le gouvernement est assez inefficace dans la lutte contre la corruption	4
Le gouvernement est très inefficace dans la lutte contre la corruption	5
Ne sait pas/Non applicable	9

Q2.A. Dans quelle mesure pensez-vous que les catégories suivantes sont affectées par la corruption dans ce pays ? Veuillez répondre en utilisant une échelle de 1 à 5 (1 signifiant pas du tout corrompu et 5 signifiant extrêmement corrompu). Vous pouvez bien entendu nuancer votre réponse en utilisant l'échelle intermédiaire.

Q2.B. Lequel de ces six secteurs ou organisations considérez-vous comme étant le plus touché par la corruption ?

Secteurs	Q2.A						Q2.B
	Pas du tout corrompu				Extrêmement corrompu	Ne sait pas/Non applicable	
Partis politiques	1	2	3	4	5	9	1
Parlement/Appareil législatif	1	2	3	4	5	9	2
Entreprises/secteur privé	1	2	3	4	5	9	3
Médias	1	2	3	4	5	9	4
Agents publics/Fonctionnaires	1	2	3	4	5	9	5
Système judiciaire	1	2	3	4	5	9	6
Ne sait pas/Non applicable							9

À présent, nous aimerions vous interroger sur votre expérience avec les différents prestataires de services publics.

Q3.A. Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous (ou quelqu'un vivant dans votre foyer) avez été en contact avec l'une des institutions ou organisations suivantes ? Vivant au foyer = personne inclus dans votre foyer, par ex. parents, enfants, etc. Poser cette question pour chaque institution mentionnée avec le code 1 (oui) en Q3, sinon passer directement à Q4.

Q3.B. Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous (ou quelqu'un vivant dans votre foyer) avez payé un pot-de-vin, quelle que soit sa forme, à l'une des institutions ou organisations suivantes ?

Secteurs	Q3				Q3.1			
	A eu un contact				A payé un pot-de-vin			
	OUI	NON	NSP	NA	OUI	NON	NSP	NA
Services éducatifs	1	2	8	9	1	2	8	9
Système judiciaire	1	2	8	9	1	2	8	9
Services médicaux	1	2	8	9	1	2	8	9
Police	1	2	8	9	1	2	8	9
Services d'obtention et d'enregistrement de permis (état civil pour naissance, mariage, permis, titre de propriété pour les terres et biens immobiliers et transfert de propriété)	1	2	8	9	1	2	8	9
Services publics (téléphone, électricité, eau, etc.)	1	2	8	9	1	2	8	9
Fisc	1	2	8	9	1	2	8	9
Services fonciers (achat, vente, héritage, location)	1	2	8	9	1	2	8	9

POSER À TOUS

Q4.A. Quelle somme totale d'argent votre foyer a-t-il dû payer approximativement en pots-de-vin au cours des 12 derniers mois ?
(consigne : ces intervalles doivent être traduits en monnaie locale – Veuillez utiliser le cours de change du 15 octobre)

Rien	1
Moins de 30 USD	2
30 - 99 USD	3
100 - 499 USD	4
500 -999 USD	5
Plus de 1.000 USD	6
Ne sait pas	9
Non applicable	8
Refus	7

Q4.B. Comment estimez-vous cette somme en termes de pourcentage du revenu du foyer?

Rien	1
Moins de 1 % du revenu annuel	2
1-10 %	3
11 à 20 %	4
Plus de 20 %	5
Ne sait pas	9
Non applicable	8
Refus	7

Q5. Au cours des 12 derniers mois, est-ce que vous (ou quelqu'un vivant dans votre foyer) avez payé un pot-de-vin, quelle que soit sa forme ? Vivant au foyer = personne inclus dans votre foyer, par ex. parents, enfants, etc.

Oui	1
Non	2
Ne sait pas/Non applicable	9

Q6.A. SI OUI A Q5 Dans le cas où, au cours des 12 derniers mois, on a demandé à vous ou à un autre membre de votre foyer de verser un pot-de-vin pour obtenir un service ou pour résoudre un problème, avez-vous déposé une plainte officielle à cet égard ?

Oui	1
Non	2
Ne sait pas	9
Non applicable	8

Q6.B. SI LA PERSONNE A RÉPONDU NON A Q6 Pourquoi n'avez-vous pas déposé de plainte ?
RÉPONSES MULTIPLES POSSIBLES

Ne connaissait pas la procédure	1
Cela aurait pris trop de temps	2
Cela n'aurait été d'aucune utilité	3
J'ai essayé mais je n'ai pas pu	4
Crainte de représailles	5
Autres raisons	6
Ne sait pas	9
Non applicable	8

POSER À TOUS

Q7. Si quelqu'un a payé un pot-de-vin afin d'obtenir un service ou pour résoudre un problème, comment pouvez-vous être sûr que le service va bien être apporté ou que le problème va être résolu, une fois le paiement effectué ? Est-ce :

Extrêmement incertain	1
Incertain	2
Assez incertain	3
Certain	4
Extrêmement certain	5
Ne sait pas	9
Non applicable	8

À présent, nous aimerions vous poser quelques questions sur la corruption dans le secteur privé.

Q8. Seriez-vous prêt à payer plus auprès d'une entreprise qui est honnête / non corrompue ?

Oui	1
Non	2
Ne sait pas	9

Q9. À votre avis, à quelle fréquence le secteur privé/les entreprises utilisent-elles la corruption pour influencer les politiques du gouvernement, l'élaboration des lois ou des règles ?

Jamais	1
Rarement	2
Parfois	3
Souvent	4
Presque toujours	5
Ne sait pas	9

À présent, nous aimerions vous poser quelques questions sur la corruption dans la gestion foncière.

Q10.A. En utilisant une échelle de 1 à 5, 1 signifiant pas un problème et 5 signifiant un très grave problème

Dans ce pays, quelle gravité accordez-vous au problème des pots-de-vin qui sont versés aux autorités foncières afin d'obtenir des décisions favorables dans les ventes foncières, les achats, les locations, les héritages et les enregistrements fonciers, dans les déclarations d'impôt foncier ou encore dans le règlement des litiges liés au foncier ?

Pas un problème du tout				Un très grave problème	Ne sait pas/Non applicable
		3	4	5	9

Q10.B. Quelle gravité accordez-vous au problème de la grande corruption, ou corruption politique, dans les affaires foncières de ce pays ? (Pour l'enquêteur : la définition facultative de la grande corruption ou corruption politique dans la gestion foncière fait référence à la corruption lors de la privatisation des terres que possède l'État, l'aménagement de territoires ou les plans de construction qui sont dévolus sans soutien technique, et/ou avec des expropriations de terre (droit de préemption) sans indemnisation correspondant à la valeur actuelle de la terre, voire sans indemnisation du tout).

Pas un problème du tout				Un très grave problème	Ne sait pas/Non applicable
1	2	3	4	5	9

Données démographiques

Revenu total du foyer avant impôts Veuillez poser la question du revenu du foyer de la façon qui est habituelle dans votre pays puis recodez-la comme indiqué ci-dessous	
Bas (Quintile inférieur/20 %)	1
Intermédiaire inférieur (Second quintile/20 %)	2
Moyen (Troisième quintile/20 %)	3
Intermédiaire supérieur (Quatrième quintile/20 %)	4
Haut (Quintile supérieur/20 %)	5
Refus/Ne sait pas/Non applicable	9

Formation : La plus haute atteinte	
Sans instruction/Instruction de base uniquement	1
Enseignement secondaire	2
Enseignement supérieur (par exemple université)	3
Ne sait pas/Non applicable	9

Emploi Laquelle des propositions suivantes décrit le mieux votre situation professionnelle actuelle?	
Travail à temps plein ou à temps partiel (y compris les indépendants)	1
Sans emploi	2
Sans activité (étudiant, femme au foyer)	3
Retraité	4
Ne sait pas/Non applicable	9

Religion Vous considérez-vous comme.....	
Catholique	01
Orthodoxe russe ou oriental	02
Protestant	03
Autre Chrétien	04
Hindou	05
Musulman	06
Juif	07
Bouddhiste	08
Autre	09
Rien	10
Refus/Ne sait pas	99

Annexe D

Tableaux par Pays/Territoires

Tableau 1 DANS QUELLE MESURE PENSEZ-VOUS QUE LES INSTITUTIONS SUIVANTES DE CE PAYS SONT AFFECTÉES PAR LA CORRUPTION ? (1 : PAS DU TOUT CORROMPUES, 5 : EXTRÊMEMENT CORROMPUES) SCORE MOYEN.

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ Pouvoir législatif	Entreprises/ Secteur privé	Médias	Agents publics/ Fonctionnaires	Justice	Note moyenne
Échantillon total	3,9	3,7	3,5	3,2	3,8	3,5	3,6
Asie-Pacifique	3,9	3,8	3,5	3,0	4,0	3,5	3,6
Brunéï Darussalam	2,1	2,1	2,7	1,9	2,6	2,0	2,3
Cambodge	3,0	2,7	2,6	2,3	3,5	4,0	3,0
Corée du Sud	4,3	4,2	3,8	3,6	3,7	3,6	3,9
Hong Kong	3,3	2,7	3,9	3,6	3,0	2,5	3,2
Inde	4,2	3,6	3,4	2,9	3,7	3,2	3,5
Indonésie	4,0	4,4	3,2	2,3	4,0	4,1	3,7
Japon	4,3	3,9	3,8	3,6	4,3	3,2	3,9
Malaisie	3,9	3,3	3,4	2,7	3,7	3,1	3,4
Pakistan	3,5	3,7	3,5	3,0	4,1	3,8	3,6
Philippines	4,0	3,9	3,0	2,0	4,0	3,4	3,4
Singapour	2,1	1,8	2,7	2,5	2,2	1,8	2,2
Thaïlande	4,1	3,1	3,2	2,8	3,6	2,8	3,3
UE+	3,7	3,4	3,4	3,3	3,4	3,1	3,4
Autriche	3,3	2,6	2,9	3,0	2,7	2,4	2,8
Bulgarie	4,3	4,2	3,9	3,0	4,1	4,5	4,0
Danemark	2,6	2,1	2,9	2,8	2,3	1,7	2,4
Espagne	3,6	3,1	3,5	3,1	3,0	3,0	3,2
Finlande	2,9	2,5	2,8	2,6	2,1	1,9	2,5
Grèce	4,4	3,7	3,4	3,8	3,7	3,4	3,7
Hongrie	4,2	3,8	4,3	3,7	3,6	3,1	3,8
Islande	3,9	3,1	4,3	3,5	3,4	2,7	3,5
Israël	4,3	4,0	3,3	3,2	3,6	2,9	3,5
Italie	4,1	3,8	3,3	3,4	3,9	3,5	3,7
Lituanie	4,0	4,0	3,5	3,0	3,9	3,9	3,7
Luxembourg	3,2	2,9	3,7	3,5	3,2	3,0	3,3
Norvège	3,1	2,7	3,8	3,5	3,2	2,5	3,1
Pays-Bas	2,6	2,3	3,1	2,8	2,7	2,3	2,6
Pologne	3,5	3,4	3,6	3,4	3,8	3,4	3,5
Portugal	4,0	3,4	3,7	2,8	3,1	3,3	3,4
République tchèque	3,6	3,5	3,4	2,9	3,7	3,4	3,4
Roumanie	4,3	4,3	3,8	3,4	3,8	4,2	4,0
Royaume-Uni	3,6	3,3	3,5	3,5	3,2	2,8	3,3
Suisse	2,9	2,6	3,2	3,1	2,5	2,2	2,8

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ Pouvoir législatif	Entreprises/ Secteur privé	Médias	Agents publics/ Fonctionnaires	Justice	Note moyenne
Échantillon total	3,9	3,7	3,5	3,2	3,8	3,5	3,6
Amérique latine	4,2	4,0	3,5	3,2	4,0	4,1	3,8
Argentine	4,4	4,2	3,7	3,3	4,3	4,2	4,0
Bolivie	4,5	4,2	3,4	3,3	4,1	4,4	4,0
Chili	4,2	3,9	3,8	3,4	4,0	4,2	3,9
Colombie	4,0	3,9	3,1	2,9	3,7	3,5	3,5
Panama	4,6	4,6	3,3	2,8	4,3	4,4	4,0
Pérou	4,3	4,3	3,5	3,3	3,8	4,4	3,9
Salvador	4,4	3,4	2,9	3,0	3,9	4,2	3,6
Venezuela	4,3	3,9	3,5	3,4	4,2	4,1	3,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,6	3,3	3,5	3,2	3,9	3,1	3,5
Irak	3,7	3,4	3,6	3,3	3,9	3,1	3,5
Koweït	2,3	1,8	3,0	2,4	3,4	1,7	2,5
Liban	4,1	3,8	3,4	3,4	3,9	3,3	3,6
Maroc	3,5	3,5	3,0	2,7	4,6	4,1	3,6
États Nouvellement Indépendants+	3,9	3,9	3,7	3,5	4,4	4,0	3,9
Arménie	3,0	3,1	3,0	2,9	3,2	3,3	3,1
Azerbaïdjan	2,8	3,1	3,4	2,7	3,9	4,0	3,3
Biélorussie	3,2	3,0	3,4	3,0	3,7	3,4	3,4
Géorgie	3,1	3,1	2,9	2,9	3,2	3,3	3,1
Moldavie	3,6	3,4	3,7	3,1	3,6	3,7	3,5
Mongolie	3,9	3,9	3,3	3,0	3,6	4,1	3,7
Russie	3,9	3,9	3,7	3,5	4,5	3,9	3,9
Ukraine	4,4	4,5	4,3	3,8	4,5	4,5	4,3
Amérique du Nord	4,0	3,8	3,7	3,6	3,6	3,1	3,6
Canada	3,5	3,2	3,4	3,1	3,1	2,7	3,2
États-Unis	4,0	3,9	3,7	3,7	3,7	3,2	3,7
Afrique subsaharienne	4,1	3,7	3,2	2,9	3,7	3,6	3,5
Cameroun	4,1	3,8	3,7	3,5	4,3	4,5	4,0
Ghana	3,7	3,1	3,3	3,0	4,2	4,1	3,6
Kenya	4,0	4,0	3,3	1,8	4,1	4,0	3,5
Liberia	3,4	4,1	3,7	2,8	4,0	4,3	3,7
Nigeria	4,2	3,8	3,3	3,0	3,4	3,4	3,5
Ouganda	3,3	3,4	2,5	2,1	3,9	3,9	3,2
Sénégal	3,7	3,7	3,1	2,9	3,9	3,8	3,6
Sierra Leone	4,0	3,8	3,9	2,6	4,3	4,3	3,8
Zambie	3,5	2,8	2,9	2,2	4,1	3,8	3,2
Balkans occidentaux + Turquie	3,6	3,5	3,7	3,4	3,7	3,5	3,6
Bosnie-Herzégovine	4,4	4,3	4,2	3,7	4,2	4,3	4,2
Croatie	4,1	4,1	4,2	3,7	4,2	4,4	4,1
Kosovo	3,8	3,4	3,7	2,3	3,3	4,0	3,4
Macédoine (ARYM)	3,8	3,7	3,6	3,3	4,0	4,2	3,8
Serbie	4,1	3,8	3,9	3,7	3,9	3,9	3,9
Turquie	3,4	3,4	3,6	3,4	3,6	3,3	3,5

Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2009. Les chiffres sont pondérés. Les résultats accentués en gris sont les plus élevés pour ce pays particulier.

Tableau 2 LEQUEL DE CES SIX SECTEURS OU ORGANISATIONS PENSEZ-VOUS ÊTRE LE PLUS TOUCHÉ PAR LA CORRUPTION ?

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ Pouvoir législatif	Entreprises/ Secteur privé	Médias	Agents publics/ Fonctionnaires	Justice
Total	29%	16%	14%	6%	26%	9%
Asie-Pacifique	31%	15%	9%	4%	33%	8%
Brunéi Darussalam	10%	3%	44%	4%	33%	6%
Cambodge	9%	2%	3%	0%	23%	62%
Corée du Sud	38%	34%	9%	3%	12%	4%
Hong Kong	10%	2%	59%	15%	11%	3%
Inde	58%	10%	9%	8%	13%	3%
Indonésie	11%	47%	3%	1%	19%	20%
Japon	40%	4%	5%	3%	46%	1%
Malaisie	42%	4%	12%	1%	37%	5%
Pakistan	12%	14%	12%	8%	40%	14%
Philippines	28%	26%	3%	1%	35%	7%
Singapour	10%	5%	66%	8%	9%	2%
Thaïlande	54%	6%	9%	2%	22%	7%
UE+	32%	11%	23%	9%	18%	9%
Autriche	35%	4%	28%	17%	11%	5%
Bulgarie	21%	21%	5%	1%	13%	38%
Danemark	13%	5%	53%	18%	9%	2%
Espagne	27%	8%	29%	9%	15%	12%
Finlande	39%	6%	35%	15%	3%	2%
Grèce	58%	7%	4%	10%	16%	5%
Hongrie	42%	9%	34%	5%	8%	2%
Islande	23%	4%	55%	8%	9%	1%
Israël	40%	23%	6%	7%	19%	5%
Italie	44%	9%	7%	4%	27%	8%
Lituanie	16%	23%	8%	3%	27%	23%
Luxembourg	20%	4%	43%	15%	12%	7%
Norvège	6%	5%	62%	7%	16%	3%
Pays-Bas	9%	5%	58%	10%	11%	7%
Pologne	23%	10%	21%	7%	31%	8%
Portugal	29%	5%	33%	4%	15%	14%
République tchèque	23%	12%	12%	5%	40%	9%
Roumanie	17%	33%	13%	4%	15%	18%
Royaume-Uni	30%	14%	27%	15%	10%	3%
Suisse	23%	4%	38%	21%	9%	5%
Amérique latine	34%	20%	5%	3%	17%	21%
Argentine	38%	13%	5%	4%	27%	13%
Bolivie	36%	11%	5%	5%	21%	23%
Chili	32%	10%	9%	3%	18%	27%
Colombie	41%	26%	5%	3%	14%	12%
Panama	30%	38%	3%	1%	14%	13%
Pérou	18%	30%	4%	2%	7%	39%
Salvador	53%	11%	1%	2%	14%	19%
Venezuela	34%	8%	3%	11%	30%	14%

Pays/Territoire	Partis politiques	Parlement/ Pouvoir législatif	Entreprises/ Secteur privé	Médias	Agents publics/ Fonctionnaires	Justice
Total	29%	16%	14%	6%	26%	9%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	26%	9%	11%	5%	43%	6%
Irak	27%	10%	13%	5%	42%	4%
Koweït	13%	9%	10%	12%	54%	2%
Liban	36%	14%	5%	9%	29%	8%
Maroc	8%	6%	4%	2%	62%	19%
États Nouvellement Indépendants+	10%	11%	10%	3%	54%	13%
Arménie	11%	12%	12%	13%	18%	33%
Azerbaïdjan	1%	4%	16%	1%	49%	29%
Biélorussie	12%	5%	15%	8%	38%	22%
Géorgie	12%	16%	9%	6%	21%	37%
Moldavie	17%	15%	25%	5%	19%	18%
Mongolie	22%	21%	4%	3%	23%	28%
Russie	9%	8%	9%	3%	63%	8%
Ukraine	12%	25%	11%	2%	28%	21%
Amérique du Nord	21%	28%	23%	13%	13%	2%
Canada	30%	12%	32%	8%	13%	5%
États-Unis	20%	30%	22%	13%	13%	2%
Afrique subsaharienne*	47%	13%	5%	3%	18%	14%
Cameroun	18%	3%	5%	4%	35%	34%
Ghana	17%	5%	4%	3%	38%	33%
Kenya	14%	20%	5%	1%	35%	25%
Nigeria	63%	14%	5%	3%	9%	5%
Ouganda	13%	12%	4%	1%	34%	36%
Sénégal	23%	9%	6%	7%	27%	27%
Zambie	16%	4%	5%	2%	49%	25%
Balkans occidentaux + Turquie	21%	12%	19%	8%	26%	14%
Bosnie-Herzégovine	49%	14%	9%	1%	8%	19%
Croatie	13%	9%	11%	3%	20%	44%
Kosovo	28%	11%	11%	1%	10%	39%
Macédoine (ARYM)	11%	6%	7%	3%	23%	50%
Serbie	30%	14%	17%	7%	17%	15%
Turquie	14%	13%	25%	10%	35%	3%

Source : Transparency International – Baromètre mondial de la corruption 2009. Les chiffres sont pondérés. Les résultats accentués en gris indiquent le pourcentage le plus élevé pour chaque pays particulier. *Sierra Leone et Liberia sont exclus des résultats. Voir annexe A pour plus de détails.

Tableau 3 AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS, EST-CE QUE VOUS (OU QUELQU'UN VIVANT DANS VOTRE FOYER) AVEZ PAYÉ UN POT-DE-VIN, QUELLE QUE SOIT SA FORME ?

Pays/Territoire	Pourcentage des personnes interrogées déclarant avoir versé un pot-de-vin	Pays/Territoire	Pourcentage des personnes interrogées déclarant avoir versé un pot-de-vin
Total	13%	Total	13%
Asie-Pacifique	10%	États Nouvellement Indépendants+	28%
Brunéi Darussalam	1%	Arménie	43%
Cambodge	47%	Azerbaïdjan	46%
Corée du Sud	2%	Biélorussie	13%
Hong Kong	7%	Géorgie	2%
Inde	9%	Moldavie	28%
Indonésie	29%	Mongolie	32%
Japon	1%	Russie	31%
Malaisie	9%	Ukraine	21%
Pakistan	18%	Amérique du Nord	2%
Philippines	11%	Canada	2%
Singapour	6%	États-Unis	2%
Thaïlande	11%	Afrique subsaharienne*	26%
UE+*	5%	Cameroun	55%
Autriche	2%	Ghana	42%
Bulgarie	5%	Kenya	37%
Danemark	1%	Liberia	87%
Espagne	2%	Nigeria	17%
Finlande	2%	Ouganda	55%
Grèce	18%	Sénégal	39%
Hongrie	14%	Sierra Leone	62%
Islande	2%	Balkans occidentaux + Turquie	4%
Israël	1%	Bosnie-Herzégovine	9%
Lituanie	30%	Croatie	4%
Luxembourg	4%	Kosovo	13%
Norvège	2%	Macédoine (ARYM)	4%
Pays-Bas	1%	Serbie	20%
Pologne	4%	Turquie	2%
Portugal	2%		
République tchèque	11%		
Roumanie	14%		
Royaume-Uni	3%		
Suisse	1%		
Amérique latine*	10%		
Argentine	4%		
Bolivie	30%		
Chili	10%		
Colombie	8%		
Panama	4%		
Pérou	20%		
Venezuela	28%		
Moyen-Orient et Afrique du Nord*	40%		
Irak	44%		
Koweït	20%		
Liban	14%		

Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les chiffres sont pondérés et excluent les réponses « Ne sait pas ». * Maroc, Salvador et Zambie sont exclus, à cause de problèmes dans la mise en œuvre de l'enquête. La question n'a pas été posée en Italie. (Voir l'annexe A pour plus de détails.)

Tableau 4 COMMENT ÉVALUEZ-VOUS LES ACTIONS ACTUELLES DE VOTRE GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ?

Pays/Territoire	Inefficaces	Ne se prononcent pas	Efficaces
Total	56%	13%	31%
Asie-Pacifique	62%	14%	25%
Brunéi Darussalam	17%	5%	78%
Cambodge	28%	5%	67%
Corée du Sud	81%	3%	16%
Hong Kong	12%	0%	88%
Inde	45%	13%	42%
Indonésie	19%	7%	74%
Japon	68%	21%	11%
Malaisie	67%	6%	28%
Pakistan	51%	24%	25%
Philippines	77%	2%	21%
Singapour	4%	0%	96%
Thaïlande	65%	6%	28%
UE+	56%	20%	24%
Autriche	57%	11%	32%
Bulgarie	76%	14%	10%
Danemark	22%	29%	49%
Espagne	44%	27%	29%
Finlande	50%	0%	50%
Grèce	76%	12%	12%
Hongrie	70%	23%	7%
Islande	47%	37%	16%
Israël	86%	0%	13%
Italie	69%	15%	16%
Lituanie	84%	13%	3%
Luxembourg	18%	34%	48%
Norvège	61%	0%	39%
Pays-Bas	34%	6%	60%
Pologne	43%	36%	21%
Portugal	73%	10%	16%
République tchèque	64%	27%	9%
Roumanie	69%	11%	20%
Royaume-Uni	39%	30%	31%
Suisse	26%	33%	41%
Amérique latine	61%	13%	26%
Argentine	81%	12%	7%
Bolivie	43%	18%	39%
Chili	59%	20%	21%
Colombie	34%	4%	62%
Panama	65%	25%	10%
Pérou	71%	17%	12%
Salvador	53%	36%	11%
Venezuela	65%	21%	14%

Pays/Territoire	Inefficaces	Ne se prononcent pas	Efficaces
Total	56%	13%	31%
Moyen-Orient et Afrique du Nord	50%	17%	34%
Irak	49%	18%	33%
Koweït	23%	9%	68%
Liban	65%	7%	28%
Maroc	64%	15%	21%
États Nouvellement Indépendants+	55%	24%	21%
Arménie	48%	14%	38%
Azerbaïdjan	62%	23%	14%
Biélorussie	29%	20%	51%
Géorgie	21%	22%	57%
Moldavie	40%	21%	39%
Mongolie	47%	22%	31%
Russie	52%	26%	22%
Ukraine	73%	19%	7%
Amérique du Nord	72%	0%	28%
Canada	63%	0%	37%
États-Unis	73%	0%	27%
Afrique subsaharienne	28%	13%	59%
Cameroun	63%	5%	33%
Ghana	34%	8%	58%
Kenya	62%	14%	24%
Liberia	45%	8%	48%
Nigeria	14%	15%	71%
Ouganda	45%	7%	48%
Sénégal	72%	12%	16%
Sierra Leone	25%	12%	64%
Zambie	49%	9%	42%
Balkans occidentaux + Turquie	53%	14%	33%
Bosnie-Herzégovine	71%	14%	16%
Croatie	71%	14%	16%
Kosovo	43%	14%	43%
Macédoine (ARYM)	18%	18%	65%
Serbie	58%	14%	28%
Turquie	52%	14%	35%

Source : Transparency International - Baromètre mondial de la corruption 2009. Les chiffres sont pondérés. Il se peut que les pourcentages soient inférieurs à 100 % car les chiffres ont été arrondis.

Annexe E

COUVERTURE DES PAYS/TERRITOIRES PAR LE BAROMÈTRE MONDIAL DE LA CORRUPTION AU FIL DU TEMPS

Region	2009	2007	2006	2005	2004	2003	
Asie Pacifique	Brunei Darussalam Cambodge Corée du Sud	Cambodge Corée du Sud	Corée du Sud Fidji	Cambodge Corée du Sud	Corée du Sud	Corée du Sud	
	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan Philippines Singapour	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan Philippines Singapour	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan Philippines Singapour Taiwan Thaïlande	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan Philippines Singapour Taiwan Thaïlande	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan Philippines Singapour Taiwan	Hong Kong Inde Indonésie Japon Malaisie Pakistan	
	Thaïlande	Thaïlande Vietnam			Vietnam		
UE+	Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande	Allemagne Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande France Grèce	Allemagne Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande France Grèce	Allemagne Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande France Grèce	Allemagne Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande France Grèce	Allemagne Autriche Bulgarie Danemark Espagne Finlande	
	Grèce Hongrie Irlande Islande Israël Italie	Irlande Islande Italie	Islande Israël Italie	Irlande Islande Israël Italie	Irlande Islande Israël Italie Lettonie Lituanie	Irlande Israël Italie	
	Lituanie Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Suisse	Lituanie Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Suède Suisse	Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Suède Suisse	Lituanie Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Suisse	Lituanie Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal République tchèque Roumanie Royaume-Uni Suisse	Luxembourg Norvège Pays-Bas Pologne Portugal Roumanie Royaume-Uni Suède Suisse	
	Amérique latine	Argentine Bolivie	Argentine Bolivie	Argentine Bolivie	Argentine Bolivie	Argentine Bolivie Brésil	Argentine Bolivie
		Chili Colombie	Colombie Équateur Guatemala	Chili Colombie Mexique	Chili Colombie Costa Rica Équateur Guatemala Mexique Nicaragua	Costa Rica Équateur Guatemala Mexique	Colombie Costa Rica Guatemala Mexique
Panama		Panama	Panama	Panama		Panama	
Pérou		Pérou République dominicaine	Paraguay Pérou République dominicaine	Paraguay Pérou République dominicaine	Pérou	Pérou République dominicaine	
Salvador							
Venezuela		Venezuela	Venezuela	Uruguay Venezuela	Uruguay Venezuela		

Region	2009	2007	2006	2005	2004	2003
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Irak Koweït Liban Maroc		Maroc		Afghanistan Égypte	
États Nouvellement Indépendants+	Arménie Azerbaïdjan Biélorussie Géorgie Moldavie Mongolie Russie Ukraine	Arménie Géorgie Moldavie Russie Ukraine	Moldavie Russie Ukraine	Géorgie Moldavie Russie Ukraine	Géorgie Moldavie Russie Ukraine	Géorgie Russie
Amérique du Nord	Canada États-Unis	Canada États-Unis	Canada États-Unis	Canada États-Unis	Canada États-Unis	Canada États-Unis
Afrique subsaharienne	Cameroun Ghana Kenya Liberia Nigeria Ouganda Sénégal Sierra Leone Zambie	Afrique du Sud Cameroun Ghana Nigeria Sénégal	Afrique du Sud Cameroun Congo-Brazzaville Gabon Kenya Nigeria Sénégal	Afrique du Sud Cameroun Éthiopie Ghana Kenya Nigeria Sénégal Togo	Afrique du Sud Cameroun Ghana Kenya Nigeria	Afrique du Sud Cameroun Nigeria
Balkans occidentaux + Turquie	Bosnie-Herzégovine Croatie Kosovo (adm ONU) Macédoine (ARYM) Serbie Turquie	Albanie Bosnie-Herzégovine Croatie Kosovo (adm ONU) Macédoine (ARYM) Serbie Turquie	Albanie Croatie Kosovo (adm ONU) Macédoine (ARYM) Serbie Turquie	Bosnie-Herzégovine Croatie Kosovo (adm ONU) Macédoine (ARYM) Serbie Turquie	Albanie Bosnie-Herzégovine Croatie Kosovo (adm ONU) Macédoine (ARYM) Turquie	Bosnie-Herzégovine Croatie Macédoine (ARYM) Turquie
Total pays	69 pays	62 pays	62 pays	69 pays	63 pays	45 pays

Notes

- 1 Un nombre important des enquêtes-pays incluses dans le *Baromètre mondial de la corruption* ont été menées pour Transparency International (TI) par Gallup International, dans le cadre du sondage Voice of the People (Voix du peuple). Pour le Baromètre 2009, TI a également donné à 15 instituts de sondage la mission de collecter des données dans 19 pays supplémentaires non couverts par le sondage Voice of the People. Pour des informations détaillées sur la méthodologie de l'enquête, se reporter à l'Annexe A.
- 2 Les questions posées dans le Baromètre différant à chaque édition, les comparaisons entre années sont limitées aux questions qui ont été incluses dans deux éditions au moins. Les éditions auxquelles sont comparées les conclusions individuelles du Baromètre 2009 sont déterminées par les années où la même question a été posée. Lorsque des conclusions comparables sont disponibles sur plusieurs éditions, le résultat 2009 a été comparé au résultat le plus ancien disponible.
- 3 Le terme États Nouvellement Indépendants+ désigne les États Nouvellement Indépendants et la Mongolie. (Plus de détails en p.4).
- 4 Les personnes ont été interrogées sur six secteurs/institutions : le système judiciaire, les médias, les parlements ou appareils législatifs, les partis politiques, le secteur privé et la fonction publique.
- 5 Cette question n'a pas été posée au Liberia ou en Sierra Leone.
- 6 L'écart entre l'institution la plus fréquemment citée comme la plus corrompue et celle qui est identifiée en second lieu est de 5 pour cent ou moins au Cameroun, Canada, Chili, en Corée du Sud, Espagne, Finlande, au Ghana, en Lituanie, Malaisie, Mongolie, Ouganda, au Portugal, Royaume-Uni, Sénégal, en Ukraine et au Venezuela. Le Sénégal est répertorié deux fois, étant donné qu'un même pourcentage de personnes interrogées a cité le système judiciaire et la fonction publique comme les institutions les plus corrompues. Se reporter au Tableau 2 de l'Annexe D pour des informations détaillées.
- 7 L'édition 2009 est la sixième du *Baromètre mondial de la corruption* et, même si la démarche méthodologique n'a pas été modifiée, le questionnaire, tout comme les pays couverts, ont changé avec les années. C'est pourquoi, dans ce rapport, les comparaisons entre années sont limitées aux questions et aux éditions pour lesquelles des questions identiques avaient été posées dans les mêmes pays inclus dans plusieurs éditions.
- 8 Pour des informations détaillées sur le *Baromètre mondial de la corruption* de TI dans le temps, veuillez vous reporter à l'Annexe E.
- 9 Dans l'analyse des résultats à l'aide des variables liées à l'âge, le Kenya est exclu. Le sondage mené dans ce pays demandait des informations personnelles d'une manière qui ne permettait pas la comparaison avec d'autres pays et territoires inclus dans le Baromètre.
- 10 Se reporter, par exemple, à G.G. Schulze et B. Frank, « *Deterrence versus intrinsic motivation: Experimental evidence on the determinants of corruptibility* », *Economics of Governance* 4, (2), 143-160 (2003).
- 11 Cette question n'a pas été posée en Italie. Les données du Salvador n'ont pas été incluses en raison d'erreurs dans la mise en œuvre du sondage. Les données du Maroc et de la Zambie ont été exclues en raison d'un fort pourcentage de réponses « Ne sait pas ».
- 12 W. Zimmerman, « *Design of Land Questions for the Global Corruption Barometer GCB 2008* », document de travail pour discussion (2008).
- 13 La classification des revenus suit la classification de la Banque mondiale à compter de juillet 2008 : www.siteresources.worldbank.org/DATASTATISTICS/Resources/CLASS.XLS. Pour les regroupements de revenus des pays et territoires inclus dans le Baromètre, veuillez vous reporter au Tableau 1 de l'Annexe B.
- 14 Ce chiffre n'inclut pas les données de l'Arménie, de Biélorussie, du Cambodge, du Chili, de la Géorgie, de l'Irak, de l'Italie, du Kenya ou de la Pologne, en raison de problèmes rencontrés avec les données démographiques par revenu.
- 15 Cette question demandait également les montants absolus versés en pots-de-vin et les deux réponses étaient fortement corrélées. Ces résultats n'incluent pas les données de l'Arménie, de Biélorussie, du Cambodge, de la Géorgie ou du Salvador, en raison d'erreurs dans la mise en œuvre du sondage. La question n'a pas été posée en Italie.
- 16 Pour comprendre dans quelle mesure les deux points de vue se recouvrent, TI a mis au point un score moyen pour la perception de la corruption par l'opinion publique dans les cinq institutions publiques couvertes dans le Baromètre par la question « dans quelle mesure les secteurs/institutions suivants sont-ils selon vous affectés par la corruption ? ». Ce score a ensuite été comparé aux résultats de l'IPC 2008. Comme l'IPC, le score de perception des citoyens ordinaires va de 0 à 10, où 10 n'est pas du tout corrompu et 0 est extrêmement corrompu. Pour un complément d'information sur l'IPC de TI, rendez-vous à l'adresse www.transparency.org/cpi.
- 17 La corrélation entre les deux est égale à 0,67 ($p < 0,01$).
- 18 J. G. Lambsdorff, *The New Institutional Economics of Corruption and Reform: Theory, Evidence and Policy* (Cambridge : Cambridge University Press, 2007) pp: 236-237.
- 19 Le coefficient de corrélation entre l'IPC 2008 et le pourcentage de citoyens ayant déclaré avoir versé des pots-de-vin dans le baromètre 2009 est -0,64 ($p < 0,01$).
- 20 *L'Enquête sur la corruption des pays exportateurs* 2008 de TI a interrogé 2742 hauts cadres dirigeants de 26 pays et territoires entre le 5 et le 29 août 2008. Pour des informations sur la méthodologie employée dans l'enquête et la couverture pays, rendez-vous à l'adresse www.transparency.org/policy_research/surveys_indices/bpi/bpi_2008.
- 21 Ce chiffre a été calculé pour les pays où les deux sondages, le Baromètre et *L'Enquête sur la corruption des pays exportateurs* ont été menés. La question posée lors de *L'Enquête sur la corruption des pays exportateurs* était : « Dans ce pays, en général, à quelle fréquence la corruption des partis politiques influence-t-elle les résultats de politiques publiques spécifiques ? ».
- 22 Les dates en octobre, novembre et décembre font référence à 2008. Les dates en janvier, février et mars font référence à 2009.

Le Baromètre mondial de la corruption 2009 a été rendu possible grâce au généreux soutien financier d'Ernst & Young, du gouvernement de Brunei Darussalam et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Transparency International remercie également les nombreuses organisations qui financent ses activités générales, soutenant ainsi nos instruments de mesure nationaux et mondiaux.

L'acceptation par TI des soutiens financiers n'implique pas que l'organisation adhère aux politiques d'une entreprise, d'une institution ou d'un gouvernement quelconque et elle ne permet à aucun de ses soutiens de participer à la gestion de ses projets. Des informations détaillées sur les sources de financement de Transparency International se trouvent à l'adresse : www.transparency.org/support_us.



International Secretariat

Alt-Moabit 96

10559 Berlin, Germany

Téléphone: +49 - 30 - 34 38 200

Fax: +49 - 30 - 34 70 39 12

ti@transparency.org

www.transparency.org